

# *l'Anti*capitaliste

5E CONGRÈS DU NPA | OCTOBRE 2022



**5E CONGRÈS DU NPA  
TEXTES SOUMIS AU VOTE**



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

# Sommaire

<b>MOTION D'ORGANISATION DU 5E CONGRÈS NATIONAL DU NPA</b>	<b>3</b>
Motion d'organisation du 5e Congrès national du NPA	3
Précisions concernant les BI de congrès	4
Précisions concernant les AG locales	4
<b>TEXTES DES PLATEFORMES</b>	<b>5</b>
Plateforme A: La refondation révolutionnaire du NPA pour réactualiser notre projet communiste et refaire parti	5
Plateforme B : Unitaire et révolutionnaire, un NPA utile face aux ravages du capitalisme	11
Plateforme C : Actualité et urgence de la révolution	16
<b>MOTIONS OBLIGATOIRES DANS LES AG LOCALES</b>	<b>26</b>
Motions soumises à la discussion et au vote du congrès par Démocratie révolutionnaire Galia ( 91), Henri (65), Isabelle (33), Laurent (33), Yvan (91)	26
Proposition de motion sur la prise en charge des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein du NPA Commission nationale d'intervention féministe	28
Résolution sur l'orientation féministe pour le CPN - Commission nationale d'intervention féministe	29
Une orientation anticapitaliste dans les luttes LGBTI - Commission LGBTI	30
Organisation de la réunion nationale des comités - ARC	33
Organiser la rotation des mandats - Salomé (Orléans, ARC), Beub (Pantin, ARC), Colin (Bordeaux, ARC)	33
<b>MOTIONS FACULTATIVES DANS LES AG LOCALES</b>	<b>34</b>
Pour un socialisme du XXIe siècle: intégrer enfin les autres animaux sentients à notre projet politique Mathilde Millat et Camille Nashorn	34
La lutte contre l'antisémitisme - Luiza (comité Cachan, FD 94)	35
Protection temporaire et droit d'asile - Luiza (comité Cachan, FD 94)	35
Solidarité avec la révolution soudanaise ! - Luiza (comité Cachan, FD 94)	35



# 1 Motion d'organisation du 5e congrès national du NPA

5

Adoptée au CPN des 17 et 18 septembre

5

1. Le congrès national du NPA aura lieu les vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 décembre 2022. Les assemblées électives locales se réuniront en présentiel entre le samedi 19 novembre et le dimanche 4 décembre 2022. Dans ces assemblées électives locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents soumis au vote des militantES et enregistrés par le CPN qui se tiendra les 22 et 23 octobre 2022.

Le CPN des 17 et 18 septembre aura déjà mis en circulation différents textes et contributions permettant la tenue d'assemblées locales de discussion. D'ici la mise en place de la commission paritaire au CPN des 22 et 23 octobre, une information préalable sur la tenue de ces AG sera faite au CE.

2. L'ordre du jour proposé pour les assemblées électives locales et le congrès national sera validé par le CPN des 22 et 23 octobre, puis envoyé avec le bulletin papier dans la semaine du 24 octobre 2022.

Un ordre du jour minuté sera adressé avant le congrès.

Un modèle de « PV » des votes pour les assemblées électives locales sera adressé aux comités au plus tard le vendredi 11 novembre 2022 avant les premières assemblées électives. Il comportera la liste des votes obligatoires, ceux-ci devant donner lieu à débats. Le CPN recommande qu'un temps minimal de deux heures soit consacré, dans chaque AG élective, au point « situation politique, nos tâches, plateformes ».

3. Une commission paritaire composée de représentantES des différentes plateformes en présence est mise en place à l'issue du CPN des 22 et 23 octobre 2022.

4. Des bulletins de discussion sont mis à la disposition de tous les membres du parti.

→ Un bulletin électronique regroupant les propositions de textes et contributions issus du CPN des 17 et 18 septembre 2022 : date d'envoi mercredi 28 septembre 2022.

→ Un 1er bulletin électronique de discussion regroupant des contributions : date limite lundi 17 octobre 2022, date d'envoi mercredi 19 octobre 2022.

→ Un bulletin papier et électronique récapitulant l'ensemble des textes (plateformes, motions et amendements) soumis au vote des AG locales, ainsi que l'ordre du jour du congrès : envoi la semaine du 24 octobre 2022.

→ Un 2ème bulletin électronique de débat : date limite lundi 7 novembre 2022, envoi le mercredi 9 novembre 2022.

Les contributions individuelles sont limitées à 5000 signes.

5. Auront le droit de vote pour le congrès et les assemblées électives locales, l'ensemble des militantES à jour de toutes leurs cotisations, à la grille, décembre 2022 compris. Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au 1er octobre 2022 et ayant participé à au moins une réunion avant, pourront participer à ces votes.

Un tableau de suivi des effectifs et des cotisations devra être transmis au trésorier fédéral ainsi qu'à la trésorerie nationale et à la commission paritaire au plus tard fin octobre 2022. Chaque militantE doit être identifié par un prénom, des initiales, ou un pseudo.

6. Afin que le débat soit riche et pluraliste, les comités sont invités à se regrouper en AG au niveau « fédéral » et pour les grosses « fédérations » de manière à réunir au moins 30 cotisantES. En dernière instance, il convient de favoriser la participation du maximum de militantES.

Un planning pour les AG de discussion préparatoires et les AG électives doit être communiqué dès la publication du BI de compte-rendu du CPN et au plus tard le dimanche 30 octobre 2022 à la commission paritaire afin que toutes les positions puissent trouver un représentant. Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires à hauteur de 2500 euros maximum par plateforme nationale. Les temps de présentation se font à égalité.

7. Au moins une assemblée générale de discussion doit se tenir avant les assemblées électives locales. Ces AG doivent si possible se tenir selon le même périmètre que les assemblées électives afin de permettre la continuité des débats.

Lors de ces AG et jusqu'au congrès lui-même, des amendements ou motions pourront être proposés.

8. L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de procuration. Il faut faire en sorte que le maximum de militantES impliquéES dans le parti soit au rendez-vous, participe au débat et à l'élaboration de l'orientation du NPA. Sauf exceptions validées par le congrès local, seulES les militantES ayant participé au moins à l'un des débats de préparation du congrès pourront y avoir recours. Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé, les tâches militantes ou la garde d'enfants ou de personnes non autonomes. Les comités sont incités à prendre collectivement en charge la question des gardes d'enfants. Pour être valide, la procuration doit comporter des indications précises de vote et doit être acceptée par le congrès local. Un modèle sera envoyé avec le PV des votes.

9. Le système de délégation reste identique aux congrès précédents : le nombre de déléguéES est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 déléguéE pour 7 votantES et 1 par reste de 4. Ainsi, si une plateforme recueille entre 4 et 10 voix, elle a 1 déléguéE, entre 11 et 17, 2 déléguéES, etc.

Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2 ou 3) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des déléguéES supplémentaires selon la même règle. En cas d'absence d'unE déléguéE au congrès national (cas de figure qui ne peut être qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux. Les AG électives peuvent désigner des déléguéES suppléantES qui ne participeront au congrès qu'en cas d'absence du titulaire.

Dans le souci de faire de notre congrès, à toutes ses étapes, un moment d'élaboration collective, il participera aux assemblées locales qui éliront les déléguéES au congrès national de veiller à la juste représentation des différentes opinions qui se seront exprimées sur des questions qui ne font pas l'objet

- 1 d'une plateforme particulière. Les AG veillent à la parité des délégations. 1
10. A l'ouverture du congrès, un bureau de congrès sera élu par les déléguéEs. Cette élection devra prendre en compte de manière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. Ce bureau de congrès aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de parole) ainsi que le travail des différentes commissions. 5
- Le congrès est l'occasion d'un travail collectif de discussion et d'élaboration auquel l'ensemble des camarades doit pouvoir participer. Sur les différents textes, des commissions d'amendements travailleront le premier jour du congrès afin d'intégrer autant que possible les amendements issus des comités et des assemblées électives, avec la préoccupation également d'examiner les possibilités de convergence qui auront pu se dégager dans les discussions à partir des différents textes.
- 10 À l'issue du travail des commissions, les amendements ou textes qui ne feront pas consensus en leur sein seront soumis à la discussion et au vote en assemblée plénière les jours suivants, selon des modalités à définir par le congrès lui-même en fonction de la nature et de l'importance des divergences, intervention « pour » et « contre » sur des amendements maintenus, ou temps de parole beaucoup plus substantiel en fonction des votes émis par les assemblées préparatoires sur des motions et des textes alternatifs.
- 15 11. Une commission des candidatures paritaire présentées pour l'élection du CPN est mise en place lors du CPN des 22 et 23 octobre 2022. Dans la phase de préparation du congrès, elle est composée de camarades du CPN sortant et ouverte aux déléguéEs qui le souhaitent dès le premier jour du congrès national. 15
12. Concernant les modalités d'élection du CPN, il est rappelé dans les statuts que le congrès « élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle.
- 20 Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour le CPN. Sur la base des candidatures proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plateforme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès. » 20
- 25 « Si les commissions n'ont pas de membre(s) éluE(s) au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote. » 25
- « Pour permettre de représenter correctement l'ensemble de la réalité du NPA, sa taille devrait donc avoisiner les 100 membres ce qui nécessite une réflexion sur son fonctionnement. Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. » 30
- Les suppléantEs respectent les mêmes critères en particulier géographique. La parité doit être respectés dans les titulaires et dans les suppléantEs.
- « Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs. » Adoptée lors d'une modification statutaire au deuxième congrès national en 2013, cette disposition est entrée en vigueur à partir de celui-ci, sans rétroactivité.
- 35 « Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel. » 35
13. Les membres du CPN sortant ou à défaut leurs suppléantEs participent au congrès pour rendre compte de leurs travaux depuis le congrès national. Ils pourront participer au débat sans toutefois disposer du droit de vote sauf s'ils/elles sont déléguéEs par leur assemblée élective.
- 40 40

## Précisions concernant les BI de congrès

- 45 Suite à la première réunion de la commission paritaire, des modifications au calendrier ont été apportées : 45
- Bulletin de discussion n°1**  
Les contributions doivent être reçues pour compilation avant le mercredi 2 novembre à 12h
- Bulletin de discussion n°2**  
50 Les contributions doivent être reçues pour compilation avant le mercredi 16 novembre à 8h 50
- Les contributions doivent être envoyées à l'adresse : [cpn.texte@gmail.com](mailto:cpn.texte@gmail.com).

## 55 Précisions concernant les AG locales 55

- Les dates et lieux des AG locales (AG de débats et AG électives) doivent être communiquées en amont à la commission paritaire, en envoyant un mail à [cp2022@npa-mail.org](mailto:cp2022@npa-mail.org).
- 60 60
- 65 65

# 1 La refondation révolutionnaire du NPA pour réactualiser notre projet communiste et refaire parti (texte de la plate-forme A)

Alex (ENS), Ana (Jussieu), Anne (Blois), Aurore K. (ENS/Paris 1, CE, CNIF), Beub (Pantin), Camille (Chambéry, Secteur Transports), Charles (Le Mans, ex-Bordeaux), Chloé (Jeunes Aix-Marseille), Clément (Tours), Colin (Bordeaux), Domitille (Paris 19<sup>e</sup>), Elsa (Jussieu), Emilie (Rennes), Hedi (Jussieu, Commission soutien migrants et sans papiers), Hermine (Brest), Ian (Clermont), Julia (Jussieu), Juliette (Atipic, Commission LGBTI), Louise (Paris 20e), Louise (Atipic), Luna (95), Marie (Atipic, CPN), Marion (Lyon Croix-Rousse/5/9), Martin Noda (Pantin), Neila (Jeunes Nice), Philippe (Paris 10e), Quentin (Nancy), Salomé (Orléans, CPN, Commission LGBTI), Sandro (Jussieu-ENS, CPN), Tamara (Jussieu), Théo (Le Mans), Thomas (18), Thomas (Nancy), Tristan (Nancy), Yoann (95, poste).

**Votes au CPN : 3 Pour, 44 Contre, 5 Abstentions, 0 NPPV**

Pour faciliter la lecture et l'appropriation de notre texte de plate-forme, nous faisons le choix de le résumer ci-dessous en une page.

— Résumé de la plate-forme —

Le NPA est toujours en crise et notre mot d'ordre « **ni scission, ni marasme** » demeure malheureusement d'actualité. Avec le congrès, l'heure des choix est arrivée. Nous ne souhaitons ni rester dans un front de tendances pour construire notre boutique, ni faire perdurer les restes d'un parti large dans une routine d'appareil qui n'ose pas se démarquer assez du réformisme. Nous devons au contraire être audacieuxSES et réactualiser notre **projet communiste** pour refaire parti. La seule porte de sortie par le haut est donc une **refondation révolutionnaire** du NPA !

C'est en remettant au centre de nos discussions de vrais débats d'orientation sur notre stratégie et notre programme que nous pourrions créer un choc de confiance entre les militantEs pour faire resurgir de la **camaraderie** dans notre parti. C'est en clarifiant le projet de notre parti et en réaffirmant nos hypothèses stratégiques, comme la grève générale insurrectionnelle, que nous pourrions alors envisager sereinement toutes les tactiques sans créer de drames entre nous. Il faut renouveler notre fonctionnement démocratique pour un parti inclusif où il fait bon militer. Les droits et devoirs des tendances doivent être garantis et la direction doit respecter les mandats des militantEs. Cela implique une réécriture de nos statuts, la rotation effective des mandats et la remise au centre des comités dans notre parti. Ce n'est qu'à ces conditions qu'un véritable centralisme démocratique pourra émerger. Notre construction à partir de notre **implantation dans la jeunesse et les entreprises** est une priorité. Nous devons en particulier essayer d'intervenir de manière volontariste dans des milieux souvent féminisés et racisés, comme dans le secteur du nettoyage ou la santé. L'auto-organisation des oppriméEs, y compris du point de vue du genre et de la race, est nécessaire et le sera encore après la révolution.

Le **front unique de la base au sommet** autour de revendications immédiates et unifiantes demeure un point central de notre politique. Dans le même temps, si nous devons reconstruire nos organisations syndicales à la base, nous ne devons pas hésiter, lorsque c'est nécessaire, à interpeller leurs directions bureaucratiques et à critiquer publiquement, en fonction des circonstances, leur passivité, leur absence de plan de bataille ou leur politique de défaites. Pour être capables de développer des politiques utiles de fronts uniques, y compris avec des réformistes – dans les luttes, et parfois même dans les élections –, nous devons construire notre courant sans nous excuser d'être révolutionnaires. Ainsi, nous devons disputer la direction des mouvements aux réformistes en proposant et en défendant notre orientation largement.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'un simple programme d'urgence comme c'est le cas actuellement. Nous devons populariser un véritable **programme de transition communiste** qui soit **crédible et désirable**, et qui articule notre stratégie à des mesures concrètes de rupture avec le capitalisme. C'est le seul moyen de faire progresser nos idées et de montrer ainsi notre utilité face aux illusions réformistes et parlementaristes.

Nous défendons des **propositions programmatiques** spécifiques précisées dans cette plateforme. Cela comprend notamment : une analyse marxiste des crises qui, admettant la centralité du taux de profit comme moteur des crises du capitalisme, montre l'impasse des solutions de relance keynésiennes proposées par la gauche antilibérale ; un projet concret qui donne des pistes sur le moyen de passer d'une économie capitaliste à une économie planifiée, en parlant par exemple d'extension du champ de la sécurité sociale ; la rupture anticapitaliste avec l'Union Européenne des barbelés et du capital ; une écologie anti-productiviste qui assume une certaine décroissance dans certains secteurs de l'économie ; une vision du capitalisme comme un système intrinsèquement de classe, de genre et de race, donc la centralité du féminisme et de l'antiracisme au sein de notre projet révolutionnaire, tant en termes stratégiques (grève du travail productif et reproductif) que programmatiques (socialisation de la production et de la reproduction). Nous défendons la centralité de l'auto-organisation et la mise en place d'un gouvernement des travailleurSEs qui s'emparerait du pouvoir pour mettre en œuvre ces mesures.

Nous proposons donc que le congrès décide la **réécriture de nos textes fondateurs** et de nos statuts, et la rédaction d'un **manifeste programmatique** coordonné par une commission élue par le premier CPN suivant le congrès, comprenant des membres de la direction et des différentes commissions thématiques. Cette réactualisation de notre programme sera un socle pour la **refondation révolutionnaire** du parti !

— Fin du résumé de la plate-forme —

## I) UNE SITUATION CONTRASTÉE, ENTRE CRISES DU CAPITALISME POURRISSANT ET POINTS D'APPUI DANS LES LUTTES

Depuis notre dernier congrès de 2018, la situation de **crise globale de la rentabilité** s'est accentuée, entraînant une **aggravation de différentes crises économiques, politiques, sanitaires et climatiques**. Nous faisons le choix de n'en retenir ici que quelques éléments saillants.

Nous ne sommes toujours pas sortiEs de la **pandémie de Covid-19**, et ses impacts se font encore sentir. La pandémie a révélé l'interconnexion des économies mondiales et ainsi leur vulnérabilité. Sa propagation a déstabilisé à l'échelle mondiale toutes les chaînes de production, faisant basculer les populations dans la misère et provoquant une forte crise économique, à laquelle les gouvernements ont répondu par un déversement d'argent public pour maintenir les profits. Ce sont ces subventions massives qu'ils vont chercher à faire payer aux classes populaires, par l'inflation, les contre-réformes et enfin via la récession et la hausse du chômage qui se profilent, suite à la hausse des taux d'intérêts sous prétexte de lutter contre l'inflation.

La pandémie a également rendu visibles les inégalités, ainsi que la centralité du travail reproductif, au niveau international comme à l'intérieur des pays dits développés. Elle a montré le résultat de la casse des services publics de santé. Elle a favorisé la réapparition, à une échelle de masse, d'un discours antisémite et complotiste. Elle a également montré la nécessité de l'auto-organisation de notre classe (et notre incapacité actuelle à faire face à cette nécessité) pour prendre soin des nôtres, sans pouvoir compter sur la bourgeoisie au pouvoir dont l'autoritarisme masque mal l'inaction. La pandémie a enfin été un révélateur de la **crise environnementale** et de la destruction des écosystèmes, qui se sont aggravés cet été, avec les mégafeux et les événements climatiques extrêmes qui ont lieu sur l'ensemble de la planète. Plus que jamais, le capitalisme pourrissant menace la survie de toute l'humanité.

**À l'échelle internationale**, la manifestation de cette crise de rentabilité peut se voir avec l'accélération et l'aggravation des conflits commerciaux, qui ont pu aboutir à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ; et nous nous trouvons dans une période où de tels risques vont s'aggravant. Le capitalisme contemporain se caractérise donc également par **le retour des guerres impérialistes**.

Avec l'absence d'un projet émancipateur à opposer au capitalisme en crise, ce sont les extrêmes-droites qui bénéficient de la situation, de Trump à Meloni, de Bolsonaro à Kristersson. La réaction avance, toute à sa croisade contre le « wokisme », contre les personnes trans, contre « l'islamogauchisme ».

**En France**, Macron a renforcé l'**État autoritaire** avec des lois d'exception, développant une islamophobie d'État. Il place le RN en bonne position pour 2027, RN dont le poids médiatique contamine tout le champ politique. Inversement, à gauche, le bon écho de la campagne Poutou a été noyé par le vote utile en faveur de Mélenchon. L'union de la gauche s'est faite dans la NUPES, et le fait que le centre de gravité de la gauche ait basculé du PS à la FI confirme le renforcement des forces réformistes au détriment des forces bourgeoises sociales-libérales.

**Mais la situation est aussi marquée par d'importants points d'appui**, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Un espoir se renforce grâce au **mouvement féministe**. La période est ainsi traversée tout autour de la planète par une quatrième vague, un mouvement de masse féministe, pour le droit à l'avortement, contre les féminicides, pour l'égalité salariale, etc. De l'Islande à l'Argentine, de la Pologne au Mexique, ce sont les mêmes manifestations de masse. Des victoires sont arrachées : en Argentine, au Mexique, en Colombie, le droit à l'avortement a été gagné par les mobilisations. En Iran, ce sont les femmes qui sont en première ligne contre la dictature théocratique, pour la démocratie, tout comme dans une moindre mesure, ce sont les femmes russes qui ont été en premières lignes des résistances contre la mobilisation militaire.

En France, d'anciens clivages (travail du sexe, voile, islamophobie) commencent à être dépassés par l'arrivée de nouvelles générations militantes dans les luttes, ce qui permet de construire des manifestations de masse – même si des courants transphobes liés à l'extrême-droite cherchent à faire apparaître un nouveau clivage autour des personnes trans. L'émergence de cadres comme la coordination féministe (forcément parcellaire mais qui va dans le bon sens) est un élément très positif, tout comme la construction des grèves féministes du 8 mars.

Du côté de la **lutte antiraciste**, le meurtre de George Floyd aux États-Unis a entraîné une vague de protestations contre le racisme, et par là redynamisé le mouvement Black Lives Matter. Cette vague a aussi touché la France, avec une ampleur certes plus modeste mais indéniable, via le comité Adama et le mouvement de soutien aux migrantEs. Ces mouvements ont rouvert les débats sur les formes d'organisations et les priorités de la lutte contre le racisme, tout comme ils ont su organiser et mobiliser massivement, bien au-delà des cercles antiracistes habituels. Il n'en reste pas moins que l'offensive raciste – sous la forme notamment de l'islamophobie – est devenue un marqueur de la période partout en Europe mais ailleurs également, et que de ce fait, elle structure fortement la dynamique de lutte ainsi que les directions des organisations de gauche. L'évolution de la FI sur ces questions est l'une des explications de son succès dans les quartiers populaires. Il y a néanmoins encore trop peu d'initiatives sur ces questions, et les mobilisations restent encore très en deçà de ce qui est nécessaire pour le renouveau d'un mouvement antiraciste d'ampleur, même si le potentiel est indéniablement là.

L'hégémonie politique de la bourgeoisie tend à s'affaiblir, il en résulte que les contestations de l'ordre établi sont de plus en plus fréquentes. Le « modèle démocratique » français est ébranlé, et il est à parier que les **revendications indépendantistes** dans les colonies actuelles (Kanaky, Guadeloupe, Guyane...), et dans les minorités nationales (Corse) vont aller en s'amplifiant. C'est donc une tâche primordiale pour nous, révolutionnaires dans une puissance impérialiste, d'être au premier rang de ce combat contre « notre » impérialisme.

Un espoir existe aussi grâce aux **révoltes populaires à travers le monde entier** : luttes paysannes en Inde, grèves massives au Royaume-Uni, invasion du palais présidentiel et fuite du pouvoir au Sri Lanka, sans parler des mobilisations les années précédentes à Hong-Kong, au Liban, en Irak, en Algérie.

Enfin **en France, on est définitivement sorti du creux des mobilisations** qui a existé entre 2010 et 2016 (et qui lui-même refermait le grand cycle des mobilisations des années 1995 à 2010), par **une reprise des luttes** – la mobilisation contre la Loi travail de 2016, les mobilisations de l'avant-garde (jeunesse et cheminotEs), le mouvement contre la réforme des retraites, et surtout les Gilets jaunes, qui ont fait trembler le pouvoir. Au-delà des milliards qui ont été obtenus pour revaloriser la prime d'activité, la principale avancée de ce mouvement atypique est une prise de conscience, dans des secteurs autres que le mouvement ouvrier traditionnel, de la force

1 qu'une mobilisation sociale d'ampleur peut avoir en se confrontant au pouvoir pour essayer de prendre ses affaires en mains... Malgré la pause forcée qu'a provoquée le Covid, le confinement et leurs retombées, tout cela a montré à la fois que les luttes sont toujours présentes, qu'elles émergent du mouvement ouvrier organisé et hors de lui, et qu'elles peuvent obtenir des victoires. À l'heure où nous écrivons, la mobilisation reprend, cette fois-ci à partir du privé, avec la grève des raffineries qui est en train de contaminer l'ensemble du mouvement social. Nous ne pouvons pas prédire comment cette mobilisation va évoluer, mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle démontre une fois encore l'existence d'importants points d'appui dans la période.

5 **Ces mobilisations doivent néanmoins faire face à de nouveaux défis.** La crise du mouvement ouvrier organisé gagne de nouveaux secteurs, comme le mouvement étudiant, effondré depuis la fin de la Loi travail. Cela ouvre des possibilités, comme les Gilets jaunes en ont fait la démonstration, mais cela crée aussi une faiblesse structurelle que l'on peine à dépasser, comme le montre la faiblesse de certaines journées de mobilisation syndicales sans lendemain. Il en découle une perte des réflexes militants, notamment en termes d'organisation des mobilisations et de construction de cadres démocratiques d'auto-organisation. Enfin le mouvement ouvrier fait face à un manque stratégique criant : la nécessité de faire le lien entre le mouvement ouvrier non-organisé (comme les Gilets jaunes) et organisé (notamment dans les syndicats), la centralité de la grève, l'auto-organisation, sont autant d'éléments qui nécessitent d'être développés dans un contexte où la stratégie des directions syndicales (journées de mobilisation éparses, grèves perlées, attentisme...) contribue souvent au découragement.

15 La situation est donc contrastée, et définit en partie nos tâches dans la période à venir !

## II) UNE REFONDATION RÉVOLUTIONNAIRE POUR CLARIFIER NOTRE PROJET ET REFAIRE PARTI

20 Après la chute de l'URSS et la disparition du stalinisme, notre objectif révolutionnaire est maintenant percuté, pour le meilleur et pour le pire, par l'effondrement du mouvement ouvrier organisé. Une des questions centrales qui se pose à nous est de savoir **comment constituer un courant révolutionnaire trotskyste**, qui ne se résigne pas au statut minoritaire, au sein d'un mouvement ouvrier en crise. Une des réponses serait de chercher prioritairement à reconstruire ce mouvement ouvrier au sein de fronts uniques avant même d'y développer un courant révolutionnaire structuré. Mais on aurait tort de penser que notre seul investissement fera la différence. Nos faibles forces ne peuvent suffire à inverser la crise que traverse le mouvement ouvrier. Si nous devons prendre notre part à sa reconstruction, **notre apport central est d'ordre stratégique et programmatique**. Construire un front unique ne fait pas avancer nos idées ni la lutte si nous nous y dissolvons sans porter une politique propre et offensive face aux réformistes. Pour être capables de développer des politiques utiles de fronts uniques de la base au sommet, y compris avec des réformistes – dans les luttes, et parfois même dans les élections –, **nous devons construire notre courant sans nous excuser de ce que nous sommes.**

30 C'est pourquoi nous appelons à la refondation révolutionnaire du NPA. Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

### 2.1) Tourner la page du parti large

35 Forte de ses dynamiques électorales, la LCR, en créant le NPA, souhaitait regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires : elle voulait amener à elle des militantEs qui hésitaient entre réforme et révolution, en occupant l'espace politique, jugé vacant, à la gauche du PS. Cette tactique, qui était discutable et qui consistait à « perdre en substance pour gagner en surface », a été appelée « parti large » par ses défenseurSEs. La LCR s'est donc dissoute dans le NPA, la référence au trotskysme a été abandonnée, les débats stratégiques repoussés à plus tard. Or, la naissance du Parti de Gauche et du Front de Gauche, puis de la FI, est venue remettre en cause cette théorie d'un espace politique vacant. Tout le monde (ou presque) au sein du NPA s'accorde désormais pour dire qu'une telle politique a fini par échouer.

40 Dans ce contexte d'échec du projet de parti large, le manque de référence au communisme, l'absence d'hypothèse stratégique principale et de programme de transition, en bref **tout ce qui avait été pensé comme la principale force du NPA, est devenu sa principale faiblesse**. Il est difficile de créer un sentiment d'appartenance commune à un parti qui présente une identité politique aussi faible, et donc d'appliquer le centralisme démocratique, puisque les principales prises de décision censées instituer un parti ont été repoussées à plus tard et n'ont finalement jamais été prises.

45 C'est l'une des raisons qui ont mené les tendances oppositionnelles à devenir des micro-partis dans un parti fantôme. Cela n'a fait qu'accentuer davantage la crise du NPA, et a donné la situation que nous connaissons aujourd'hui. Si les tendances oppositionnelles ont accentué la crise du NPA, **elles n'en sont donc pas la cause, mais bien plutôt le fruit.**

50 Aujourd'hui, un grand nombre de membres du NPA, y compris celles et ceux qui étaient convaincuEs au départ du projet de parti large, reconnaissent que la période a changé et que l'espace qu'avait espéré prendre le NPA – à gauche du social-libéralisme – est aujourd'hui occupé par la FI. C'est très bien : ce congrès doit l'acter.

### 2.2) Affirmer notre stratégie révolutionnaire et nous doter d'un programme de transition

Cela passera par une modification de nos principes fondateurs et nos statuts et devra s'incarner dans l'ensemble de notre matériel et de nos interventions. Il s'agit en quelque sorte de revenir au meilleur de ce qui avait fait la LCR :

- 55 – rouvrir le débat sur nos diverses **hypothèses stratégiques**, notamment celle de la grève générale insurrectionnelle pour la prise du pouvoir de notre classe ;
- expliquer pourquoi l'**auto-organisation** est un élément central de notre stratégie autour de la notion de double pouvoir ;
- oser reconceptualiser et actualiser un vrai **programme de transition**, qui ne soit pas un simple programme d'urgence plus à gauche que celui de la FI.

60 Les formules floues comme “la reconstruction du mouvement ouvrier” ou la “gauche de combat” ne permettent pas de clarifier les débats puisque chaque camarade en donne une définition différente. Aujourd'hui, pour refaire parti, nous devons nous doter d'un projet clair.

### 2.3) Sans abandonner un élément central de notre stratégie, le front unique

65 Pour autant, le front unique demeure un aspect central de notre stratégie. Cette politique ne doit pas se

1 limiter à un regroupement à la base de l'avant-garde large, mais consiste justement à **construire l'unité de la base au sommet** 1  
**des organisations du mouvement ouvrier** autour de revendications immédiates et unifiantes. Cela passe notamment par la  
signature d'appels collectifs aux mobilisations, mais sans effacer la question du fond politique de tels appels. Si nous ne pouvons  
pas exiger la reprise de l'entièreté de notre programme pour faire l'unité d'action avec d'autres forces politiques, inversement  
5 il ne s'agit pas d'adopter la ligne des autres organisations ou une partie de celles-ci. Plus globalement, si le front unique sert de 5  
médiation pour **unifier la classe**, il sert également à **démasquer les limites du réformisme à une large échelle**. Il faut donc  
y défendre publiquement notre politique. L'enjeu est moins le type de front unique que nous menons (bien sûr au sein de notre  
classe), que ce que nous y faisons !

10 Au-delà des fronts uniques servant à mobiliser, l'urgence est aussi de **reconstruire des cadres unitaires antifascistes** pour or- 10  
ganiser une série de formations et de réunions publiques sur le danger de l'extrême-droite et notamment dans nos lieux de vie et  
de travail. La menace de l'extrême-droite peut en effet rapidement devenir une réalité récurrente dans les luttes. C'est l'un des pre-  
miers champs d'interventions de ces groupes et nous devrions renforcer notre collaboration avec d'autres forces : SO communs,  
manifestations contre les initiatives de l'extrême-droite, et organisation de la solidarité avec les camarades agressésEs...

15 Nous devons aussi **(re)construire les liens entre les mouvements féministes, LGBTI, antiracistes, antivaldistes et le mou-** 15  
**vement ouvrier**. Dans notre propre parti, ainsi que dans les organisations syndicales dans lesquelles nous sommes implantésEs,  
nous devons pousser à la prise en compte de ces oppressions et permettre aux personnes les subissant de trouver leur place,  
notamment en faisant attention aux enjeux d'accessibilité. Il ne s'agit pas simplement de faire des cortèges de notre parti le jour  
des manifs féministes ou des prides, mais de construire en amont ces manifestations en nous investissant dans leur organisation,  
tout en y défendant notre politique. Dans cette optique, la construction de la grève féministe du 8 mars doit donc devenir une  
20 échéance centrale du NPA. 20

Mais c'est précisément parce que nous aurons un parti révolutionnaire, délimité stratégiquement et implanté que nous serons  
capables de prendre de telles initiatives, et que nous pourrions tenter toutes les audaces tactiques nécessaires.

#### 2.4) En remettant au centre notre implantation

25 Si nous prétendons reconstruire le mouvement ouvrier, il n'y aura pas de raccourci possible : **nous devons d'abord reconstruire** 25  
**notre propre parti** ! Cela passe par un **travail d'implantation**, pas seulement dans les grands secteurs industriels historiques,  
mais également dans des secteurs féminisés et racisés en expansion numérique, comme le nettoyage, le soin (care), la santé. Cela  
doit se faire en lien avec la reconstruction de la Commission d'Intervention sur les Lieux de Travail (CILT), au niveau national  
comme local, ainsi qu'avec les commissions de secteurs pour qu'elles irriguent l'ensemble du parti. Le militantisme à destination  
30 des lieux de travail doit aussi se faire en aidant les camarades à se faire embaucher dans les secteurs que nous choisissons de 30  
prioriser et à y militer syndicalement, en faisant le lien avec leur comité. Les Rencontres Nationales Public-Privé devraient à ce  
titre redevenir une priorité du parti.

35 Ce travail d'implantation doit se faire dans la jeunesse avec l'amélioration des liens entre le Secteur Jeunes et le reste du parti, 35  
mais également dans les quartiers populaires, en reconstruisant la commission Quartiers et en investissant les questions qui y  
sont liées comme le logement, les violences policières, le chômage et la précarité.

S'implanter, c'est également prendre notre part dans la construction ou la reconstruction des collectifs militants écologistes,  
féministes, antiracistes, lgbti...

40 Le parti doit prendre réellement en charge le travail de ses membres dans les cadres de masses, syndicaux, associatifs, collectifs 40  
formels ou non. Cela signifie que ce travail doit y être constamment discuté, ce qui est une nécessité à la fois pour épauler les ca-  
marades dans ce travail harassant, mais aussi pour éviter que les camarades ne se fassent absorber par ces cadres à domination  
idéologique réformiste, que ce soit matériellement – car cela demande beaucoup de temps – mais aussi idéologiquement. L'im-  
plantation du parti dans les syndicats doit se doubler d'un travail sans relâche pour aider à construire des oppositions « luttes des  
classes » et autogestionnaires aux directions syndicales en place, transpartisanes et passant outre le fétichisme d'organisation  
syndicale.

### 45 III) ÉLABORER UN PROGRAMME DE TRANSITION ADAPTÉ À LA PÉRIODE 45

50 Nous voulons que ce congrès permette de discuter de notre hypothèse stratégique pour en finir avec le capitalisme, en partant des 50  
différentes expériences historiques. Le congrès pourrait également être l'occasion d'ouvrir le chantier de rédaction d'un mani-  
feste programmatique, 13 ans après la fondation de notre parti, et prenant en compte l'évolution de la situation nationale comme  
internationale. **Ainsi, nous pourrions sincèrement vérifier les accords et les désaccords sur le fond, au-delà des tactiques** 50  
**électorales ou d'intervention**, pour sortir par le haut des difficultés du NPA, et de là, faire effectivement parti.

55 Nous devons donc être capables de populariser nos idées et d'esquisser les traits d'une **société communiste qui serait adaptée** 55  
**au 21e siècle**. Nous devons assumer et défendre un **projet de société qui soit crédible et désirable**. Cela ne signifie pas qu'il  
nous faille pour cela tout définir dans les moindres détails. Mais les bases d'un programme de transition pour le 21e siècle doivent  
être posées, des bases qui permettent de faire le pont entre les revendications actuelles des classes populaires et l'objectif d'un  
gouvernement des travailleurSEs qui engage la transition vers le socialisme. Un tel gouvernement est en effet une étape centrale  
pour prendre le pouvoir et avancer vers la mise en place de notre projet communiste.

60 Nous ne devons pas avoir un programme juste plus à gauche que celui de la France Insoumise en proposant par exemple un 60  
SMIC plus élevé. **Entre les réformistes et nous, ce ne doit pas être une différence de degré mais de nature** ! Il ne doit pas y  
avoir d'un côté un programme fait de mesures pour répondre à l'urgence et d'un autre un lointain horizon révolutionnaire. Notre  
programme doit utiliser les mesures que nous défendons pour démontrer que la réponse à l'urgence est une révolution socialiste.

65 **Nous proposons un calendrier** pour lancer le travail de rédaction de ce nouveau manifeste programmatique. Une commission 65  
devra ainsi être élue par le premier CPN suivant le congrès, comprenant des membres de la direction et des différentes commis-  
sions thématiques. Des points d'étape pourront être réalisés régulièrement au CPN et au CE et la question sera à l'ordre du jour des  
rencontres nationales des comités annuelles, de manière à ce qu'elles nourrissent le travail de la commission et non pas qu'elles

1 se positionnent uniquement dessus, pour aboutir à une proposition soumise à discussion et aux votes au prochain congrès du 1  
NPA.

### 3.1) Démocratie et auto-organisation

5 Notre conception de la démocratie est celle d'une **démocratie ouvrière** qui ne se confond ni avec la démocratie bourgeoise ac- 5  
tuelle ni avec la bureaucratie stalinienne. Il s'agit au contraire de placer au cœur de notre projet l'extension des libertés démocra-  
tiques (d'information, de manifestation, d'organisation) en les articulant au nécessaire contrôle des travailleurSEs et de la popu-  
lation sur l'organisation du travail, et partant, sur l'ensemble de l'économie.

10 Pour ce faire, nous devons agir en plusieurs directions : **tout d'abord réaffirmer et renforcer notre critique du maintien de** 10  
**l'ordre bourgeois par la police, la justice et l'armée.** La police tout d'abord, dont il faut exiger le désarmement et la restructur-  
ation en profondeur, un grand nombre de ses missions (comme la lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités  
de genre) devant être déléguées à d'autres corps spécialisés. Nous exigeons donc sa suppression sous sa forme actuelle. Il en va  
de même de la justice, notamment par la dépénalisation et la suppression d'un grand nombre de délits, la limitation au strict  
15 minimum de l'usage de la prison (déflation carcérale), avec pour objectif affiché son abolition, et la réforme en profondeur de la 15  
magistrature, en vue d'aboutir à une justice populaire, réparatrice et redistributive. L'armée enfin, par la suppression de l'armée  
permanente de métier, en faveur de formules de type « garde nationale populaire » ou « peuple en armes », tout en engageant à  
l'échelle internationale une politique volontariste de désarmement multilatéral, à commencer par l'arme nucléaire.

20 Mais nous défendons aussi notre conception de la démocratie **en positif** : nous défendons ainsi **l'auto-organisation de notre** 20  
**classe en favorisant son auto-activité.** Il s'agit de faire le lien entre la mise en mouvement de la classe en vue de la satisfaction  
de ses besoins, et l'organisation dont elle se dote en marchant vers ce but. Pour cela il nous faut étudier comment, dans chaque  
mouvement, par le biais de comités de grève, de vigilance ou de mobilisation, nous pouvons avancer vers la structuration de la  
classe en conseils, seule base solide pour la démocratie ouvrière. Nous devons également nous lier aux formes d'auto-organisa-  
tion populaires ayant pour objectif l'entraide et la survie quotidienne et qui sont souvent dépolitisées et se développent loin de  
tout mouvement ouvrier organisé.

25 25

### 3.2) Une analyse marxiste des crises et une démarche transitoire

L'inflation actuelle est due à la hausse des prix de l'énergie et des transports, et à la désorganisation des chaînes de production qui  
fait suite à la crise sanitaire et à la guerre en Ukraine. Mais l'inflation s'inscrit dans un contexte de crise structurelle du capitalisme.

30 En réponse à ces crises, **la gauche réformiste antilibérale préconise des remèdes de type keynésien voués à l'échec.** Ces 30  
remèdes sont fondés sur l'idée que la hausse de la demande et des salaires pourrait à elle seule résoudre la crise en relançant  
l'économie. Mais ces fausses solutions ne constituent pas une véritable alternative aux politiques d'austérité. Elles ne peuvent  
déboucher à terme que sur plus d'inflation ou de la stagflation (comme dans les années 1970) ou sur une panne de l'investisse-  
ment capitaliste (Mitterrand en 1981). C'est une illusion de croire que dans un capitalisme en crise, on puisse satisfaire de façon  
globale et durable les revendications des travailleurSEs.

35 Dans la situation actuelle de faible rentabilité du capital, des mesures de relance keynésienne ne disposent que de très faibles 35  
marges de manœuvre pour être appliquées. En période de crise, il n'y a pas toujours autant d'argent disponible que l'on croit dans  
les caisses du patronat. Notre programme, et nos points d'accord avec les réformistes, ne doivent jamais occulter la différence  
profonde d'analyse qui nous sépare. Nous pensons que les solutions nécessaires pour établir une société juste ne sont pas compa-  
tibles avec le système politique et économique actuel, et c'est en ce sens que nous défendons des mesures qui articulent à la fois  
40 leur nécessité et leur impossibilité à être mise en place sous le capitalisme. 40

À rebours de ces théories donnant un rôle central à la sous-consommation des masses, il nous faut développer **une analyse**  
**marxiste conséquente de la crise, qui met au centre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.** Cela revient donc  
à articuler notre programme de prise du pouvoir par un gouvernement des travailleurSEs appuyé sur l'auto-organisation, à la  
nécessaire rupture avec la propriété capitaliste, en vue de permettre la socialisation et la planification de la production.

45 Pour cela, il faut réussir à expliquer concrètement comment passer d'une économie capitaliste à une économie planifiée. Une 45  
piste de réflexion est l'extension du champ de la cotisation : c'est-à-dire la création d'unités de production (entreprises) non capi-  
talistes, qui ne seraient viables que dans la mesure où elles ne seraient pas mises en concurrence avec les entreprises capitalistes.  
L'investissement et les salaires seraient financés par des caisses sectorielles d'investissement gérées par les représentantEs des  
travailleurSEs (cela fait écho à ce qui était prévu dans le projet initial de la sécurité sociale, conçue comme institution de la classe  
50 ouvrière). 50

Il ne s'agit pas de tomber dans l'illusion réformiste du gradualisme en faisant croire que ces solutions partielles pourraient être  
mises en œuvre dans le cadre d'un capitalisme en crise : elles ne peuvent au contraire qu'accroître la crise de rentabilité du cap-  
ital, car la cotisation est un prélèvement sur la plus-value. Défendre une telle politique ne pourrait se faire qu'en assumant son  
caractère révolutionnaire. Ce projet de nouvelles caisses de la sécurité sociale va donc forcément de pair avec le combat pour la  
55 conquête du pouvoir politique par les travailleurSEs. 55

### 3.3) Écosocialisme et décroissance

La crise écologique ne se résoudra pas seulement par la socialisation de la production, même si celle-ci est centrale. Elle  
passera également par **l'adaptation de la production aux besoins réels de la population et par la prise en compte des**  
60 **contraintes écologiques**, des ressources disponibles et de leur renouvellement. Un programme révolutionnaire doit évidem- 60  
ment défendre la planification écologique des grands secteurs de l'économie (agriculture, énergie, métallurgie, etc.). Mais un  
gouvernement des travailleurSEs ne pourrait se contenter de socialiser et se réapproprier l'appareil  
productif hérité du capitalisme (les usines par exemple). Il devrait restructurer l'appareil productif, ● ● ●  
c'est-à-dire réorganiser et réorienter de nombreuses productions, en diminuer voire en supprimer  
65 certaines – comme le secteur de la publicité par exemple – au profit du développement d'autres

1 – comme la santé et l'éducation par exemple. 1

Ce sera tout particulièrement le cas dans le domaine de l'énergie, où il sera impératif de se détourner des énergies du passé, à commencer par le pétrole et le charbon, en faveur des énergies renouvelables, en mobilisant l'ensemble des progrès techniques. Le NPA doit continuer de revendiquer la sortie du nucléaire et pour cela poursuivre son travail pour la rendre crédible, par exemple en s'appuyant sur des scénarios élaborés par des spécialistes comme ceux du collectif Negawatt. Mais il faudra se défier des solutions technocratiques imposées par en haut, pour au contraire favoriser l'appropriation par la population des choix énergétiques. Pour défendre un projet éco-socialiste crédible, nous devons aussi mettre en avant notre **anti-productivisme** et même **oser parfois parler de décroissance** dans les secteurs où cela est nécessaire. Le projet écosocialiste est "décroissant" dans le sens où il s'oppose à l'obsession morbide de la croissance de la valeur d'échange et met en avant la valeur d'usage.

### 3.4) Féminisme, antiracisme et capitalisme 10

Le capitalisme est un système qui repose tout à la fois sur une domination de classe, de genre et de race. **Il s'est appuyé pour se développer sur le patriarcat et le racisme qui lui préexistaient, et qu'il a modelés en retour, tout comme il a été modelé par eux.** Le capitalisme n'est donc pas aveugle au genre, ni à la race, même si nous faisons l'analyse d'un système qui fonctionne de façon **unitaire**. De la même façon que la classe, le genre et le racisme ont une base matérielle, ils sont nécessaires au système capitaliste. Dans le cas du genre, il y a exploitation, car il est extorqué aux femmes un travail qui contribue directement ou indirectement à la valorisation du capital lorsqu'elles reproduisent la force de travail (le travail reproductif), dans la sphère domestique, publique ou marchandisée. Dans le cas de la race, il y a sur-exploitation, car la force de travail des personnes racisées est tout particulièrement l'objet d'une appropriation, dans le cadre d'un travail qui peut être productif ou reproductif.

**Stratégiquement**, il s'agit de montrer que même si nous n'occupons pas exactement les mêmes places au sein du capitalisme, nous avons toutes et tous un intérêt supérieur à nous unir contre des exploiters communs. Cela implique également que nous devons tout autant construire **la grève de la reproduction** que celle de la production, condition pour que la grève devienne vraiment générale.

**Sur le plan programmatique**, cela implique que ce n'est pas seulement la socialisation et la restructuration de la production qu'il faut revendiquer, mais également **la socialisation ou collectivisation des tâches reproductives** (domestiques ou non, rémunérées ou non). La collectivisation des tâches reproductives impliquera la création de nouveaux services publics et la mutualisation de services, notamment pour l'éducation des enfants, la prise en charge des personnes âgées, la mise en place de cantines et de lieux de tâches domestiques collectifs, avec une modification de l'organisation de nos logements et de nos lieux de vie individuels et collectifs. Ces éléments sont d'autant plus à mettre en avant que la crise économique et les offensives néolibérales s'attaquent prioritairement à des secteurs reproductifs socialisés grâce aux mobilisations (éducation et santé). La résurgence de discours réactionnaires réassignant la femme au foyer et au rôle traditionnel dans la famille est une réponse, réactionnaire, aux faillites du capitalisme.

Mais si la base de la domination sexiste et raciste est matérielle, l'idéologie existe aussi. Elle pèse lourdement et perdurera même après la prise du pouvoir par un gouvernement des travailleurSEs. L'auto-organisation des opprimés du point de vue du genre et de la race est nécessaire et le sera donc encore après la révolution.

## IV) UN FONCTIONNEMENT RENOUVELÉ POUR UN PARTI OÙ IL FAIT BON MILITER 35

Ce n'est qu'en opérant ces clarifications qu'au fur et à mesure, nous referons parti. Le parti révolutionnaire que nous voulons construire ensemble est aussi un **parti inclusif et démocratique**, qui donne sa place aux militantEs et leur permet de se former, de décider en ayant connaissance de tous les enjeux. Pour cela, il faudra sans aucun doute reprendre la question des statuts, les affiner, les adapter à la réalité du parti. Il faudra également garantir aux camarades la possibilité d'être en désaccord et de l'exprimer tout en échappant à l'écueil d'une juxtaposition d'interventions des différents courants (officiels ou officieux), en créant les conditions pour qu'à l'issue de chaque congrès, un fonctionnement harmonieux puisse se mettre en place. **Il s'agit de partir du parti tel qu'il est actuellement pour le construire tel qu'on le veut.**

Un parti révolutionnaire et démocratique, c'est un parti qui **contrôle** sa direction et ses porte-paroles. Un parti révolutionnaire et démocratique, c'est un parti qui ne considère pas comme secondaire la question des **méthodes** et qui refuse aussi bien les coups de pression virilistes que les manœuvres d'appareil et les procès d'intention. Pour s'en assurer, il sera nécessaire de renforcer la capacité d'intervention de la Commission de Médiation, et mettre en place une commission/cellule spécifique, distincte de celle-ci, chargée de lutter contre les violences sexistes et sexuelles, et dotée a minima des mêmes pouvoirs.

Un parti révolutionnaire et démocratique définit des **droits et devoirs pour chacun de ses courants**. Ni la censure, ni la fermeture des **publications, journaux et sites** des différents courants ne sont souhaitables, mais il n'est pas non plus possible que ces initiatives continuent à se faire au détriment des publications et outils de communication du parti, sans les alimenter. Il est indispensable que les courants priorisent la presse et le site "officiels", en proposant en premier lieu leurs articles à ces organes. En contrepartie, ils doivent pouvoir disposer de tribunes régulières dans ceux-ci, et de leurs propres onglets sur le site, qu'ils seraient libres d'alimenter comme ils l'entendent. Ces conditions étant remplies, les courants doivent revoir leur politique éditoriale afin de mieux l'articuler à celle du parti, notamment en s'intégrant autant que possible aux comités de rédaction chargés de l'hebdo, de la revue et du site.

La question de la **formation** est également une question clé, puisque ce sont les formations qui permettent aux camarades de s'approprier les débats. En principe, c'est donc le parti qui assure la formation de toutes et tous ses militantEs. Les courants, qui sont des regroupements politiques et non organiques, ne doivent pas assurer de formations en dehors du parti ou qui soient réservées à leurs seulEs militantEs. Pareillement, aucun courant ne devrait accepter d'adhérentEs qui ne seraient pas adhérentEs du NPA, ni assumer une logique de « sas » d'intégration. L'ensemble des structures du parti (groupe de travail, commissions...) doivent être réellement ouvertes aux camarades de toutes les sensibilités qui doivent en retour y participer activement selon leurs forces.

Un parti révolutionnaire et démocratique, c'est également un parti qui **respecte ses statuts et ses votes majoritaires : la rotation des mandats** au CPN/CE votée en 2013, la **Rencontre Nationale des Comités** chaque année, dont le principe aussi avait été adopté en 2013. Pour la rotation des mandats, afin que la direction ne soit pas décapitée dans deux ans au prochain congrès, une politique de renouvellement à 50 % des éluEs depuis 2013 devra être mise en place dès celui-ci. Un parti révolutionnaire, démocratique, inclusif remet ainsi **les comités au centre du jeu**, car ce sont eux qui ont porté la campagne #Poutou2022, qui l'ont rendue

1 possible et qui déclinent au quotidien la ligne nationale sur le terrain. 1  
 Enfin, un parti révolutionnaire et démocratique, c'est un parti qui applique le **centralisme démocratique**, sans lequel nous ne  
 faisons plus parti, et nous ne pouvons ni mener des tests communs, ni, une fois ceux-ci effectués, en tirer collectivement les  
 bilans. Mais bien sûr, pour que le centralisme démocratique soit applicable, il faut d'abord que nous soyons dans un parti révolu-  
 5 tionnaire et démocratique... Il faut donc une **refondation révolutionnaire** ! 5

## 10 **Unitaire et révolutionnaire, un NPA utile face aux** **ravages du capitalisme (texte de la plate-forme B)** 10

15 *Alex (CPN-75), Alexandre (Poitiers), Alice (CPN-Grenoble), Aline (CPN-39), Anne (CPN-Montpellier), Antoine (CE-75),*  
*Aurélie-Anne (CPN-75), Béa (CPN-Bordeaux), Catherine (CPN-Beauvais), Cathy (CE-93), Christian (CE-75),*  
*Christine (CPN-Alençon), Christine P. (CPN-Rouen), Clément (CPN-Rouen), Côme (95), Dominique (CPN-Rouen),*  
*Fabienne (CE-92), Florence (CPN-Lyon), François (Montreuil), Fred (CPN-93), Hugo (CPN-93),*  
*Jacky (CPN-94), Janine (CPN-Quimper), Jean (CPN-Perpignan), Jean-Paul (CPN-84), Josie (Perpignan),*  
 20 *Julien (CE-93), Kevin (CPN-Rennes), Laurent (CPN-Chambéry), Lemmy (CPN-94), Manon (CE-93), Manu (CE-75),*  
*Marie (CPN-26), Martine (CPN-Montpellier), Michaël (CPN-Alençon), Michel (CPN-Grenoble), Norbert (CPN-Besançon),*  
*Olivier B. (CPN-75), Paola (Lille), Patrick (CPN-06), Pauline S. (CE-Toulouse), Penny (CE-75),*  
*Philippe P. (CPN-Bordeaux), Renée (CPN-93), Roseline (Grenoble), Sandra (CE-75), Sandra (CPN-Nantes),*  
*Simon (CPN-93), Sonia (CPN-93), Stéphanie (CPN-Perpignan), Sylvain (CE-75), Sylvain (CPN-Toulouse),*  
 25 *Thomas (Toulouse), Thomas (CPN-94)* 25

*Votes au CPN : 27 Pour, 24 Contre, 0 Abstention, 2 NPPV*

30 Aggravation des crises écologiques, guerre impérialiste en Ukraine, montée du racisme, de l'extrême droite et du danger fas-  
 ciste sont la mesure des dangers qui menacent l'humanité. Nous sommes plus que jamais devant le choix « écosocialisme ou  
 barbarie ». Face à cela, des points d'appuis émergent, malgré leurs contradictions : explosions de colère systémiques régulières  
 dans le monde, mouvements de masse contre les oppressions, notamment la vague féministe mondiale, mobilisations massives  
 pour le climat, luttes sociales d'ampleur, éléments de reconstruction d'une gauche antilibérale marginalisant les gauches libé-  
 rales qui ont géré loyalement le capitalisme.

35 Les enjeux de ce congrès sont de repositionner le NPA pour qu'il puisse intervenir dans la nouvelle situation, contribuer à la  
 mobilisation du prolétariat dans sa diversité, à son unité dans la lutte pour une autre société, tout en travaillant à construire une  
 force pour le renversement du capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société. 35

### **1 LE CAPITALISME MÈNE L'HUMANITÉ À LA CATASTROPHE**

40 Le néolibéralisme à l'œuvre depuis 40 ans a permis de maintenir les profits capitalistes au prix d'un accroissement sans pré-  
 cédent des inégalités, de la destruction des droits et protections sociales, de l'épuisement des ressources naturelles et d'une fuite  
 en avant autoritaire. 40

45 L'anthropocène/capitalocène augure un nouvel âge dans lequel le capitalisme est à l'origine de bouleversements écologiques  
 profonds et multiples (climat, eau, pollutions, pandémies, perte de biodiversité...) qui creusent encore plus les inégalités sociales  
 et économiques à l'échelle de la planète et qui rendent invivables des parties de plus en plus vastes du monde posant de manière  
 aiguë la question de l'accueil des migrant-es et des réfugié-es climatiques. 45

50 Le chaos géopolitique engendré par les conflits impérialistes et inter-impérialistes constitue un tournant supplémentaire  
 dans la situation. Les classes dominantes renforcent leurs politiques impérialistes et guerrières. Avec la guerre en Ukraine, la  
 montée des tensions en Asie du Sud-Est, on assiste à une aggravation de ces conflits avec pour conséquence une fuite en avant  
 dans l'armement, y compris nucléaire, et dans l'utilisation des énergies fossiles. La France n'est pas étrangère à cette escalade,  
 notamment dans la réorganisation du jeu impérialiste en Afrique, dans la course aux armements et dans le développement du  
 nucléaire civil et militaire. 50

55 Avec la pandémie de Covid-19, la désorganisation des chaînes de production à l'échelle internationale entraîne pénuries,  
 hausse des coûts de l'énergie et des matières premières. Nous nous dirigeons vers une aggravation de la crise économique. L'in-  
 flation se généralise et, à salaires constants, représente un transfert de richesses du travail vers le capital. L'objectif est bien de  
 récupérer les masses colossales d'argent englouties dans la gestion catastrophique de la pandémie par les gouvernements. 55

Dans une grande partie des pays impérialistes, ces crises entraînent une crise de direction politique de la bourgeoisie. Le  
 consentement de la population aux politiques du capital diminue, tant les démocraties bourgeoises ont échoué à résoudre les  
 problèmes auxquels l'humanité est confrontée, en priorisant de façon continue les profits au détriment des biens communs.

60 Dans ce contexte, l'absence d'un projet émancipateur, d'une alternative anticapitaliste crédible, laisse le champ à des solutions  
 de plus en plus autoritaires, au renforcement de l'État fort et à la montée continue de l'extrême droite. L'arrivée aux affaires de cou-  
 rants réactionnaires autoritaires, voire fascistes, dans plusieurs pays européens marque un pas important dans cette direction,  
 tout comme les 42 % de Marine Le Pen lors la dernière élection présidentielle. 60

65 Cette « dynamique fasciste » se traduit dès aujourd'hui par la multiplication des attaques réaction-  
 naires contre les femmes, les personnes racisées, les minorités et plus globalement contre les exploi-  
 té-es et les opprimé-es.

1 En France, dans un contexte de montée de l'abstention dans les couches populaires et la jeunesse (à l'exception de l'élection 1  
présidentielle), le champ politique s'est modifié en profondeur depuis cinq ans. Il s'organise autour de trois blocs avec : une ex-  
trême droite qui se solidifie années après années, notamment avec une entrée massive au Parlement qui va lui dégager de nou-  
velles possibilités militantes ; une gauche fortement reconfigurée autour d'une ligne réformiste antilibérale marquant une rup-  
5 ture avec la gauche de gestion de Mitterrand, Jospin et Hollande ; et un centre libéral-autoritaire, en équilibre instable. Même si 5  
les ressorts de l'abstention sont divers et parfois difficiles à identifier, elle exprime une défiance face au système politique et  
renforce l'instabilité de la situation.

Du point de vue des résistances, le rapport de forces nous est défavorable, c'est la classe dominante qui est à l'offensive. Mais  
des réactions importantes existent face aux ravages du capitalisme. Cycliquement, des explosions ont lieu aux quatre coins du  
10 monde : mobilisations féministes, LGBTI, pour le climat, contre la vie chère, contre le racisme et les violences policières... On y 10  
voit des éléments de continuité avec les révoltes dans les pays arabes, en Grèce dans la décennie précédente, en Algérie, en Amé-  
rique latine où les confrontations sont très fortes, ou encore aujourd'hui en Iran, on voit régulièrement des mobilisations de  
masse déstabilisant des pouvoirs en place. Pour ne parler que de la France, dans la dernière période, nous avons connu le mou-  
vement des Gilets jaunes, contre les violences policières et des grèves importantes contre la réforme des retraites en 2019, et  
15 contre la loi travail en 2016. La pandémie a ensuite atomisé momentanément notre camp. 15

Mais face aux nouvelles attaques, de nouvelles réactions de masse pourraient voir le jour. Les grèves historiques au Royaume-  
Uni face à l'inflation ou les grèves naissantes en France en témoignent. C'est d'abord ce type de luttes qui peut modifier le rapport  
de forces global entre les classes. Notre politique pour le développement de ces mobilisations, centrée sur l'unification, de la  
base au sommet, de notre classe, son auto-organisation, doit se combiner avec la nécessité de poser la question du pouvoir des  
20 travailleuses et des travailleurs, et de reconstruire un projet politique écosocialiste. 20

## 2. ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE : L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION

Les « réponses » capitalistes (plus de marché, plus de répression, plus d'inégalités sociales, racistes, sexistes, néocoloniales,  
« solutions » technologiques inefficaces, voire dangereuses...) ne peuvent qu'accélérer la marche au cataclysme.

25 Seule la rupture avec le capitalisme est réaliste : rupture avec ses modes de production et de consommation productivistes, 25  
rupture avec ses institutions étatiques, avec la propriété privée des moyens de production. Produire, consommer, transporter et  
travailler moins, partager et décider plus, prendre soin des humains, des écosystèmes et du vivant en général... pourrait résumer  
les grands traits d'un projet de société écosocialiste émancipateur. Détruire l'État bourgeois, construire une société de  
transition basée sur l'auto-organisation, vers une société sans classes et sans État, va de pair avec la socialisation de toutes les  
30 sphères de l'économie, la bataille contre toutes les oppressions (racistes, islamophobes, sexistes, LGBTIphobes, validistes), pour 30  
l'égalité réelle, vers un « éco-communisme », selon la formule complétée : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses  
besoins, démocratiquement élaborés dans le respect des limites écologiques.

En ce sens, la révolution est objectivement à l'ordre du jour.

35 Mais aujourd'hui, les classes travailleuses sont disloquées, le prolétariat en pleine reconfiguration sur le plan social, sous les 35  
coups des crises comme des offensives pour maintenir les taux de profit. Le développement de l'extrême droite et de ses idées,  
l'aggravation des politiques discriminatoires et autoritaires sont un obstacle majeur à l'organisation des classes populaires et à  
la défense de leurs intérêts.

D'un autre côté, les organisations du mouvement ouvrier jouent un rôle toujours contradictoire entre, d'une part, des direc-  
tions qui encadrent et inhibent et, d'autre part, une structuration qui reste globalement un point d'appui pour les luttes. Dans ce  
40 contexte, l'unification du prolétariat, la bataille pour son auto-organisation, pour un mouvement d'ensemble, combinant grèves 40  
et mobilisations territoriales, est un point clé de notre projet stratégique. Nous devons actualiser, nous réapproprier, l'hypothèse  
stratégique de la « grève générale insurrectionnelle », comme projet de blocage du pays puis de réappropriation de l'outil de  
production qui débouche sur un affrontement entre la légitimité du mouvement des masses et celle de la classe dominante : il  
est clair qu'on ne fera pas l'économie de l'affrontement et de la rupture avec l'État, mais les formes exactes sont difficiles à pré-  
45 voir. Cet affrontement généralisé, pour être victorieux, doit être préparé, nécessairement précédé d'expériences sous diverses 45  
formes : occupation/récupération d'entreprises, redémarrage de productions et de services, etc., sans doute articulées à des  
conquêtes de points d'appui, y compris institutionnels, avec des formes d'action combinant la grève de la production et les oc-  
cupations, les blocages, expérimentées dans les mobilisations comme les Gilets jaunes, les grèves féministes, les ZAD, les sou-  
lèvements révolutionnaires dans les pays dominés...

50 La nécessité de faire le pont entre l'actualité objective de la révolution et la situation subjective dicte les conditions de notre 50  
activité politique. Elle impose de combiner la bataille pour l'unité, pour des fronts unis, politiques et sociaux, avec une dé-  
marche transitoire, un programme comportant un ensemble de propositions qui tracent une réponse anticapitaliste globale à la  
situation objective et des formes d'action basées sur l'auto-organisation démocratique des exploité-es et des opprimé-es.

## 3. POUR UN NPA INDÉPENDANT, ÉCOSOCIALISTE, UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

55 Il faut donc, en partant de l'existant, affirmer notre projet qui situe d'emblée notre parti comme une force de combat anticapi- 55  
taliste, écosocialiste et unitaire. Il faut clairement nous positionner comme un parti qui intervient au sein du mouvement ou-  
vrier, par rapport à la gauche en cours de reconstitution, malgré tous les désaccords stratégiques, pour y apporter une réponse  
révolutionnaire. Pour reprendre le *Manifeste du Parti communiste*, « *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé*  
60 *aux autres partis ouvriers. [...] Les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la frac-* 60  
*tion qui stimule toutes les autres* ».

### Des initiatives pour mettre en action notre camp, dans l'unité

65 Il s'agit, en premier lieu, pour notre organisation, d'être un levier pour une politique unitaire générale de mobilisation sociale 65  
et politique. Nous participons à la construction des différents mouvements de lutte, sur les lieux de travail, écologistes, antira-

1 cistes, féministes, internationalistes, LGBTI, contre l'extrême droite, contre les violences policières, etc., en respectant leur dé- 1  
mocratie interne et leur dynamique propre, en vue d'obtenir des victoires, y compris partielles, qui permettent de redonner  
confiance et d'augmenter le niveau de conscience de notre classe. Partout, nous cherchons à créer ou à renforcer des cadres  
unitaires de lutte, rassemblant organisations et militants associatifs, syndicaux, politiques, pour discuter et agir. Nous interve- 5  
nons dans ces mouvements en y défendant notre programme et en voulant convaincre le plus largement possible du bien-fondé 5  
de nos mots d'ordre, de nos revendications, de nos stratégies de lutte. Nous poussons à l'articulation de tous ces mouvements en  
vue de construire un grand mouvement d'ensemble de notre classe contre le patronat et le pouvoir, le gouvernement à son ser-  
vice.

10 Nous prenons aussi des initiatives pour construire les luttes. Sur certains terrains comme les violences sexistes, le racisme et 10  
les violences policières, les questions internationales, nous avons souvent la responsabilité d'être une des rares organisations  
politiques à être présente. Ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous formulons une politique pour l'auto-organisation face aux  
logiques institutionnelles.

15 Notre courant s'est toujours particulièrement illustré, et doit continuer à le faire, dans la lutte pour le droit des peuples à dis- 15  
poser d'eux-mêmes, contre les logiques campistes, impérialistes ou ouvriéristes. Telle est la politique que nous défendons, par  
exemple, en solidarité avec les Ukrainien-nes, et leur droit à la résistance armée et non armée face à l'agression impérialiste de  
la Russie de Poutine.

Nous devons aussi prendre des initiatives dans les luttes syndicales, encourager les grèves, les actions et leur coordination,  
tout en prenant garde à ne pas être substitutistes, à ce que les cadres démocratiques reposent réellement sur des collectifs et ne  
se construisent pas contre les organisations syndicales.

20 Enfin, nous devons être à l'initiative d'un combat unitaire contre l'extrême droite, appuyé sur les secteurs militants déjà exis- 20  
tants. Face à l'extrême droite, nous considérons qu'il faut à la fois un projet alternatif au capitalisme qui donne un espoir dans  
une société solidaire et un combat pied à pied contre ses organisations et ses militants. L'extrême droite se renforce, il faut orga-  
niser dans les villes des collectifs unitaires de vigilance et de combat pour l'empêcher d'arriver au pouvoir et pour combattre  
l'influence de ses idées dans toutes les sphères de la société, y compris dans nos luttes.

25 25

### **Un parti en dialogue et en confrontation avec la gauche**

Ces orientations ont été au cœur de la campagne de Philippe Poutou, articulées à la perspective de la reconstruction des outils  
d'organisation et de défense de notre classe, y compris sur le plan politique. Cette dernière a également permis de défendre à une  
large échelle la nécessité de la rupture avec le capitalisme, pour construire une autre société débarrassée des oppressions et de  
l'exploitation. En nous positionnant comme l'aile marchante du combat contre l'extrême droite et contre Macron, cette cam- 30  
pagne nous a permis d'avoir l'oreille de millions de personnes, notamment dans la jeunesse, d'organiser des meetings parfois  
massifs et de recruter à notre organisation. Des camarades estimaient que cette orientation pouvait être défendue sans candidat.  
Mais d'autres, qui se revendiquent aujourd'hui de la campagne Poutou, étaient en désaccord avec cette orientation, rejetant  
même, pour certains, la candidature de Philippe car il aurait selon elles et eux incarné une politique de compromission avec les  
réformistes du fait des campagnes unitaires Bordeaux en luttes et aux élections régionales.

35 Cependant, le score a été limité, de même que notre croissance militante, confirmant qu'il existe un milieu important qui se 35  
situe entre nous et la FI, ne veut pas choisir, apprécie fortement nos idées à la condition que nous nous situions dans le cadre de  
l'unité. Cela nous donne des responsabilités vis-à-vis de ce milieu très large que nous côtoyons dans les luttes.

40 À l'issue de la présidentielle, contrairement à 2017, la FI a su prendre l'initiative et imposer son hégémonie à gauche, ce qui s'est 40  
concrétisé par la NUPES. Le centre de gravité de la gauche française s'est ainsi déplacé du social-libéralisme de Hollande à l'  
anti-libéralisme de Mélenchon. L'existence d'une opposition au pouvoir, à gauche, et d'une critique visible du capitalisme néolibé-  
ral, peut redonner confiance, en particulier dans des secteurs qui ne sentaient pas représentés, et suscite des dynamiques mili-  
tantes.

45 Cependant, cet espoir est mélangé avec des illusions, notamment institutionnelles, et la dynamique autour de la NUPES est 45  
fragile et variable en fonction des endroits.

Il s'agit donc d'assumer et de poursuivre notre orientation unitaire. Là où il existe des structures dynamiques, militantes, ou-  
vertes, nous les rejoignons, pour y mener notre politique de combat unitaire et y faire vivre nos perspectives révolutionnaires.  
Dans d'autres endroits, nous poussons à la création ou au renforcement de cadres de discussion et d'élaboration d'une politique  
de front unique pour préparer les affrontements à venir sur les terrains des salaires, des retraites, de l'urgence climatique ainsi  
que de la lutte contre l'extrême droite. Cette politique est menée en toute indépendance et n'implique ni de rejoindre la FI ni une 50  
dilution de l'organisation dans le cadre de la NUPES qui n'est pas un cadre militant permettant l'élaboration d'une politique  
nationale (au-delà des échéances électorales) unitaire de confrontation de masse. Cette politique peut être popularisée avec le  
slogan « gauche de combat ». Elle s'exerce sur le terrain des luttes et des mobilisations mais aussi sur le terrain électoral, et com-  
bine disponibilité pour agir dans l'unité et défense de notre programme. Pour cela, nous déployons notre politique, notre pro- 55  
gramme, nos mots d'ordre, y compris quand ils illustrent des désaccords importants et stratégiques avec les réformistes (rapport  
à l'État, aux institutions, l'analyse que nous faisons du rôle de la police et de l'armée, la place de l'internationalisme et de l'anti-  
impérialisme) tout en menant le travail unitaire de front.

60 La campagne de Philippe Poutou s'est placée dans la continuité de notre politique révolutionnaire et non sectaire, en discus- 60  
sion et en confrontation avec le reste de la gauche antilibérale. Aux élections législatives, les désaccords importants avec la FI,  
qui auraient pu se gérer dans le cadre d'un accord nous laissant une liberté de parole, sont devenus ingérables par l'intégration  
d'EÉLV et du PS dans l'accord ainsi que le refus de nous accorder des circonscriptions nous garantissant une voix audible dans  
cette bataille. Ces courants, avec le PC, aspirent à revenir à la gestion des affaires de la bourgeoisie et  
font le jeu de la classe dominante sur la laïcité, la police et le racisme.

65 Après les législatives, les contradictions de la FI se sont exprimées de manière visible : sur le posi-  
tionnement face aux agressions sexistes, sur les questions internationales, sur les rapports d'appareil

1 conflictuels avec les organisations syndicales... Ces problèmes sont profonds dans la FI et sont liés à ses rapports aux institu- 1  
tions, ils apparaissent clairement quand elle gère une ville ou une région. Il faut s'attendre à ce que, selon l'évolution de la situa-  
tion, les secousses soient plus fortes et débouchent sur des déchantations politiques. Des prises de position politiques de Mélen-  
chon sont clivantes et le déficit démocratique interne de la FI aggrave les choses.

5 Nous devons être en dialogue en cherchant à nouer, ou à consolider, des liens avec des militant-es, dans et autour de LFI. Beau- 5  
coup se sont reconnus dans le slogan « Mélenchon dans les urnes, Poutou dans la rue » ce qui nous confère une place politique  
plus importante que notre résultat électoral.

10 Dans ce dialogue, la question des élections fait partie de la discussion stratégique, en ayant conscience que le terrain électoral 10  
ne nous est pas favorable et que le rapport de forces y est clairement en notre défaveur par rapport aux réformistes. Nous com-  
battons les illusions institutionnelles qui laisseraient croire que nous pourrions révolutionner la société grâce à l'action parle-  
mentaire. Mais nous ne sommes pas indifférents à la cristallisation des rapports de forces dans le cadre électoral, et nous consi-  
dérons en outre que des élus anticapitalistes seraient utiles aux luttes et aux mobilisations, ainsi qu'à la critique du  
fonctionnement et de la nature des institutions bourgeoises. Face aux tendances à l'intégration par les institutions et à la bureau-  
cratisation, nous défendons le maintien de liens forts entre les secteurs militants et les cadres institutionnels, le fait de ne pas  
15 laisser les agendas institutionnels dominer, et des garde-fous comme le contrôle, la révocabilité, le reversement des indemnités, 15  
la limitation des mandats, le fait de garder un pied dans le travail, etc.

### Vers un parti révolutionnaire large

20 La dernière séquence électorale a également montré une désaffiliation de notre camp social, notamment dans les quartiers 20  
populaires et la jeunesse, avec la démocratie représentative. Les mouvements contre les violences d'État, les violences sexistes  
et sexuelles, les lois liberticides, le changement climatique et les projets inutiles et destructeurs révèlent l'émergence d'une nou-  
velle prise de conscience politique construite à partir de l'expérience quotidienne qui s'appuie sur des éléments d'auto-organi-  
sation. Le NPA doit être un parti disponible à ces radicalités qui s'expriment dans la lutte des classes et qui se construisent sou-  
vent en dehors du mouvement ouvrier traditionnel.

25 Nous défendons l'existence d'un courant marxiste révolutionnaire ouvert et notre objectif stratégique est la construction d'un 25  
parti révolutionnaire de masse, outil nécessaire pour renverser le capitalisme. D'ici là, il peut y avoir de nombreuses médiations  
possibles, avec des organisations politiques très diverses. Le NPA en constitue une, avec ses particularités, ses acquis et ses  
faiblesses. Même s'il n'est pas arrivé à atteindre son objectif initial de créer un parti ayant une influence de masse et regroupant  
les anticapitalistes et les révolutionnaires, il demeure un outil précieux qui a su intégrer les nouvelles expériences dans la lutte  
30 des classes : des Bonnets rouges aux Gilets jaunes, sur les luttes internationalistes, contre le racisme d'État, féministes, LGBT, 30  
écologistes, sur le rapport à l'État et au rôle de la police...

35 Les conditions pour fonder une nouvelle organisation qui pèse beaucoup plus politiquement que le NPA, qui compte beaucoup 35  
plus de militants, bref qui permette de franchir un saut qualitatif dans la construction du parti, ne sont toujours pas réunies.  
Pour autant, le NPA, comme tout parti, n'est pas pour nous une fin en soi. Il nous faut afficher notre disponibilité à le dépasser et  
être attentif aux évolutions qui peuvent être rapides et aux possibilités qui pourraient se présenter, dans un contexte d'accéléra-  
tion des conflits de classe.

40 Parmi les organisations politiques de la « gauche radicale » que le NPA rencontre, quelques-unes, très petites, sont disponibles 40  
pour créer une organisation anticapitaliste indépendante commune. Nous poursuivons la discussion avec elles tout en ayant  
conscience qu'elles ne représentent pas des forces suffisantes pour justifier le dépassement du NPA.

## 4. CONSTRUIRE UN PARTI UTILE À NOTRE CLASSE

### Actualiser le projet fondateur du NPA

45 Les coordonnées de la situation politique ne sont plus les mêmes que celles qui ont présidé à la création du NPA. Si nous avons 45  
eu raison de tenter, nous ne pouvons plus à ce stade continuer comme avant.

50 Le NPA a été bâti comme un outil pour occuper et élargir un espace anticapitaliste alternatif à une gauche de gestion gouver- 50  
nementale devenue l'agent du libéralisme et à un PCF moribond. Dans une période de remontée des luttes (sociales, altermon-  
dialistes, féministes...), le NPA voulait rassembler et organiser massivement les militant-es issu.es de ces luttes et ouvrir un es-  
pace de rupture anticapitaliste. Rassembler largement les anticapitalistes et maintenir un horizon stratégique révolutionnaire,  
tel était le pari audacieux que nous avons fait. Très vite, nous sommes entré.es dans une nouvelle période de dépression des  
55 luttes (défaite du mouvement social sur l'ensemble des grandes batailles des années 2010...), de montée des forces réactionnaires 55  
et d'accentuation de la fragmentation de notre camp. Nous avons été confronté-es à l'émergence de forces réformistes (Front de  
gauche, puis France insoumise), portant l'objectif de rupture antilibérale. L'ensemble de ces facteurs ont constitué les raisons  
majeures des difficultés du NPA.

55 Le NPA a su malgré tout capter différentes radicalités et porter un programme de rupture avec le capitalisme, appuyé sur les 55  
luttes, alliant choix tactiques et boussole stratégique.

60 Cela ne nous dispense pas de réfléchir aux faiblesses auxquelles nous devons remédier : renouvellement de notre culture 60  
militante, difficultés par rapport à la tactique et aux dynamiques électorales, gestion des désaccords profonds qui ont pu exister,  
tant sur le projet initial du NPA que sur des questions auxquelles nous n'étions pas préparé-es.

60 Même si le NPA reste aujourd'hui une organisation politique reconnue, c'est une force politique anti-néolibérale qui occupe 60  
centralement l'espace politique à gauche. La FI polarise l'essentiel des militant-es les plus à même de construire un projet éman-  
cipateur, anticapitaliste, que ce soit dans la jeunesse, les quartiers populaires, les mouvements sociaux.

C'est à partir de ce constat que nous devons envisager la période qui s'ouvre et les tâches pour notre parti.

65 Nous poursuivons l'objectif de la construction d'un parti révolutionnaire de masse, auquel notre courant versera son expé- 65  
rience et ses acquis stratégiques. Mais contrairement à la période de sa fondation, nous constatons que ce parti devra se

1 construire non seulement dans le cadre d'expériences de masse dans lesquelles des clarifications auront lieu, mais aussi en interaction/confrontation avec les autres courants de gauche. Nous voulons actuellement représenter l'aile la plus combative et subversive dans le cadre d'une unité du prolétariat, et le parti sera le fruit de décantations, de regroupements sur la base des problèmes politiques qui se posent dans l'action. Notre objectif est alors de nous regrouper avec des milliers de personnes, issues d'autres organisations ou non, pour construire un parti révolutionnaire large. 1

### Construire un NPA implanté dans les classes populaires et la jeunesse

Cet objectif de la construction d'un parti révolutionnaire ne s'oppose pas à la construction du NPA tel qu'il est aujourd'hui, au renforcement de ses structures, face aux forces centrifuges qui le travaillent.

10 Nous voulons construire un parti implanté et légitime au sein du prolétariat : nous avons besoin d'une organisation qui existe dans les entreprises et réalise un travail spécifique dans ce sens. Ainsi, nous devons continuer la reconstruction de la Commission d'intervention sur les lieux de travail comme structure de débats et de construction de notre activité dans les boîtes notamment. Nous devons y échanger sur les problèmes syndicaux, sur l'état d'esprit dans le monde du travail, sur la construction des luttes et des initiatives que nous pouvons prendre. 10

15 Dans la jeunesse, un débat doit s'engager sur les priorités d'intervention. En effet, notre objectif ne peut pas se limiter à la formation et la propagande, notre courant dans la jeunesse devrait être au premier rang des luttes internationalistes, de la construction des organisations de jeunesse syndicales, antifascistes, antiracistes, féministes, LGBTI et pour le climat. 15

Dans les quartiers populaires et particulièrement dans les populations racisées, nous devons réussir à nous implanter pour être partie prenante des batailles qui ont lieu régulièrement, qui sont d'une grande importance politique face à l'État et à l'extrême droite. Pour cela, l'intervention dans les quartiers populaires doit redevenir une priorité d'intervention, centralisée, de l'organisation. Un des enjeux cruciaux est de se lier davantage avec les organisations de l'antiracisme politique déjà existantes. 20

Nous voulons participer activement à tous les mouvements sociaux contre les oppressions, y représenter une aile marchante, déterminée et radicale, comme nos commissions réussissent plutôt à le faire actuellement.

25 Les commissions de l'organisation sont un lieu essentiel de mutualisation et de centralisation des expériences, mais aussi d'élaboration. Une élaboration qui sert non seulement à armer les militant·es de l'organisation et à développer des axes programmatiques, mais aussi à mener des discussions et à défendre des propositions au sein des cadres unitaires de mobilisation. Il s'agit d'être un acteur des débats qui traversent la société, et de participer à la construction d'une contre-hégémonie face aux idées réactionnaires dominantes. 25

30 Nous devons également renforcer notre dispositif de formation politique. Notre écho nous permet de nous adresser à des milliers de personnes qui parfois restent autour de l'organisation, parfois y passent pour quelques mois ou y militent pour une longue durée. La commission nationale formation doit être une priorité, avec l'organisation de stages nationaux et locaux, et de formations ouvertes. 30

35 Enfin, afin d'élargir nos débats aux expériences qui ont lieu dans le monde entier, nous avons besoin de fortifier nos liens avec la IVe Internationale, de renforcer et collectiviser notre participation à ses activités, en particulier dans la jeunesse, de nous enrichir de ses débats et élaborations, mais aussi de discuter des formes de ce travail commun, et d'initier un processus de discussion quant à la formalisation de nos relations avec la IV. 35

Faire vivre le NPA et ses structures est indissociable du renforcement de l'implication et la participation de ses militantes dans les structures syndicales, associatives, et les collectifs divers. Être implanté dans son milieu, sur son lieu de travail, sur son lieu d'études ou son lieu de vie, passe par la participation active dans les organisations de masse qui contribuent à le structurer. 40 Dans la jeunesse, et particulièrement dans les lycées et les universités, notre organisation pousse à la participation ou à la constitution d'organisations de masse si elles n'existent pas. Il s'agit pour notre parti d'avoir des militant·es capable d'organiser, en particulier depuis les lieux d'études, des pans significatifs de la jeunesse à partir de ses préoccupations (précarité, conditions de vie et d'études, justice climatique, antiracisme, antisexisme...). Dans ce secteur aussi, les effets de la précarisation, de la fragmentation généralisée de la société, aggravés par les conséquences de la pandémie de Covid-19 se font sentir. Dans la jeunesse, 45 le NPA porte une politique volontariste d'unité des organisations étudiantes et lycéennes pour amplifier et organiser la colère. 45

### Mettre fin à la balkanisation de l'organisation

50 Un parti utile à ses militant·es et à la classe des exploité·es doit être un lieu d'élaboration, de bilans d'expériences communes, un intellectuel collectif capable de développer des analyses et de construire des interventions en phase avec les dynamiques réelles de la lutte de classe. Nous avons besoin d'un outil politique capable d'élaborer, de réfléchir librement, nous avons besoin de souplesse tactique, d'expérimentation, mais aussi de mise en commun de nos expériences pour en tirer collectivement les enseignements. 50

55 Toutes choses que le NPA ne permet pas, aujourd'hui, de faire : direction sclérosée, réflexes d'appareils de chaque groupe, faiblesse de la centralisation du travail concret, formation et débats théoriques très faibles... La confiance en notre propre force, au niveau local comme national, est fortement érodée. 55

Nous devons résister à la tentation de préserver l'appareil comme une fin en soi, tant il est illusoire de penser que le NPA pourrait continuer d'exister tel qu'actuellement. Sans changement radical, il peut mourir petit à petit, démoralisant les uns, faisant croire à d'autres qu'ils progressent à petits pas sur la route de la constitution du parti révolutionnaire.

60 En effet, les fractions poussent à un isolement sectaire et identitaire en ne voyant dans les autres organisations non-révolutionnaires du monde ouvrier que des adversaires politiques à combattre en tout temps et en tout lieu et en prolongeant cette vision dans les désaccords internes. Toute tentative d'actualiser nos acquis programmatiques pour répondre à des questions nouvelles est ainsi taxée de réformisme voire de trahison. 60

65 Les questions organisationnelles sont un concentré de choix politiques. Nous devons prendre acte que l'existence de fractions permanentes est en fait la juxtaposition d'organisations différentes porteuses de projets politiques différents, voire contradictoires. 65

1 Dès lors, le maintien dans une seule organisation est purement artificiel. Nous devons soit acter cette séparation qui existe 1  
 déjà de fait, soit mettre en place des mesures capables de reconstituer un vrai parti. La nature de ces mesures peut faire l'objet  
 de discussions lors du congrès, il ne s'agit pas de mesures administratives mais bien d'un accord politique pour établir un cer-  
 5 tain niveau de démocratie centralisée qui autorise un droit de tendance et un droit de fraction mais limite les structures organi- 5  
 sationnelles concurrentielles à celles du NPA et l'expression publique systématique de micro-partis qui n'ont d'appartenance au  
 NPA que l'utilisation de son logo.

Il ne s'agit pas d'un positionnement de principe (nous ne sommes pas opposés au droit de fraction) mais de rétablir un fon-  
 10 ctionnement fondé sur le centralisme démocratique, à prendre acte de l'état de dégradation des relations militantes et des diver- 10  
 gences, désormais figées, des orientations menées par les fractions d'une façon concurrente à celle du parti.

## CONCLUSION

Le NPA doit retrouver son ambition initiale : cela signifie se redéployer, s'adresser largement aux milliers de personnes qui se  
 15 sont reconnues dans les campagnes Poutou, qui participent aux collectifs de luttes syndicales, écologistes, féministes, antira- 15  
 cistes, mais aussi comprennent nos critiques radicales du capitalisme et des organisations intégrées au système ; cela signifie  
 fusionner avec toutes ces expériences pour construire un parti de masse, un parti qui pèse réellement sur les événements poli-  
 tiques.

Nous voulons provoquer un choc qui transforme le NPA afin de lui donner la possibilité d'intervenir réellement dans la lutte  
 20 des classes. Nous avons des acquis considérables, comme notre support programmatique, notre écho, notre reconnaissance, 20  
 nos campagnes présidentielles qui nous ont donné une notoriété. À nous de ne pas dilapider cet héritage !

## Actualité et urgence de la révolution (texte de la 25 plate-forme C) 25

*Aurélia (Saclay 91, SRP), Alain (Besançon), Anaïs (BSJ, secteur jeune, Lille), Angela (SNJ, secteur jeunes, Lyon),  
 Arezki (Le Mans), Armelle (CE, Éducation, 92), Aurélien (CPN, Éducation, 92), Aurélien (Transports IdF, CE), Baptiste (CPN,  
 30 Travail Social, Grenoble), Barthélémy (CPN, BSJ, 92), Bernard (auto 92, CPN), Bertrand (Automobile, Mulhouse), 30  
 Blandine (Ivry 94, CSSS), Brenda (Transports IdF, secrétariat transports, coordination 75), Bruno (Cheminot, Tours),  
 Carmen (Jeunes Rouen, animation CSSS), Cécilia (Strasbourg Entreprises, CSSS, CPN), Charlotte (secteur jeunes, Gers),  
 Chris (poste Lisieux), Clément (auto 92, CPN), Clément (Jeunes Nantes, BSJ), Coline (CPN, Inspection du Travail, Lille),  
 Coppelia (SNJ, secteur jeunes, 92), Damien (Lille, secrétariat transports, CPN, porte-parole de la campagne), David (CPN,  
 35 Éducation, Bordeaux), Diane (Jeunes Toulouse, BSJ), Didier (Métallurgie, 36), Emma (SNJ, secteur jeunes, 38), Florence 35  
 (Gers), Florence (Ville de Paris/Travail social, 92), Florent (Brétigny, secteur auto), Florès (CPN),  
 Françoise (retraitee Éducation, Mulhouse), Gaël (CPN, Poste, 92), Gaël (CPN, Travail Social, Metz), Gérard (Pays Basque),  
 Guilaine (Agen), Hélène (Ivry 94, CPN), Jack (Jeunes Nancy), Jocelyne (22), Laura (SNJ, jeunes, 72), Lucile (Cachan 94, SNJ),  
 Manon (Jeunes Lyon, BSJ), Maria (Paris 15 - Poste, CPN), Marie-Hélène (CE, Éducation, Rouen), Marieve (CPN, 64), Mathilde  
 40 (CPN, Éducation, 92), Mathilde (CPN, Travail social, 92), Mathis (Fac Paris 7, BSJ), Mina (CPN, Sécurité sociale, 92), 40  
 Nacer (Travail social, Narbonne), Nicolas (Caen, CPN), Nicolas (Commerce, Clermont-Ferrand), Pauline (Transports IdF, CPN),  
 Pierre (Lyon-Est, secrétariat transports), Pravda (Jeunes Bordeaux, SNJ), Régis (CPN, retraité Automobile, Rouen),  
 Salomé (SNJ, secteur jeunes, 92), Santiago (Fac Paris 8 93), Selma (Cachan 94, BSJ, porte-parole de campagne du NPA Jeunes),  
 Stéphane (auto 92, branche auto), Stéphane (Collectivités Territoriales, 91), Thierry (comité Nathalie Le Mel Guingamp),  
 45 Thierry (Ivry 94, GTE, commission formation), Vanessa (CPN, Secteur privé, 92), Victor (CPN, BSJ, Étudiant, 92), 45  
 Vincent (Poste, 78), Xavier (CPN, Poste, 92), Yann (Nanterre 92, secteur poste, CPN), Zara (Transports IdF, CE)*

*Votes au CPN : 24 Pour, 28 Contre, 0 Abstention, 2 NPPV*

## PARTIE I – SITUATION INTERNATIONALE 50 UN SYSTÈME CAPITALISTE QUI PLONGE L'HUMANITÉ DANS LA CRISE MAIS DOIT 50 AUSSI FAIRE FACE À DES CONTESTATIONS POPULAIRES ET OUVRIÈRES

### 1. Le capitalisme responsable de toutes les crises qui menacent l'humanité et la planète

55 Nous sommes confrontés à une situation internationale, avec des déclinaisons évidemment diverses selon les pays, où la 55  
 faillite du système capitaliste à satisfaire les besoins de l'humanité – près de huit milliards d'individus – explose sous la  
 forme d'une polarisation extrême entre une immense masse de prolétaires d'un côté et une poignée de super nantis de  
 l'autre. Sous la forme aussi d'une surexploitation et d'une précarisation du travail humain qui s'accompagne d'une multi-  
 60 tude de formes d'oppressions et de guerres engendrées par les appétits impérialistes. Cette fuite en avant du système capi- 60  
 taliste se répercute jusqu'à la destruction parfois irréversible des écosystèmes.

La pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont fragilisé et rompu provisoirement les chaînes d'approvisionnement.  
 Nous assistons à une réorganisation, une fois de plus sanglante, du capitalisme mondial : les grandes entreprises et les  
 65 gouvernements à leur service s'efforcent de renverser tous les obstacles à l'exploitation maximale des humains et de la 65  
 nature, en ne reculant devant aucun moyen, aussi guerrier et violent soit-il. Plus généralement, les grandes puissances  
 capitalistes façonnent un monde où les inégalités explosent malgré le potentiel pour libérer l'ensemble de l'humanité de la

1 faim et du besoin, et où les bases militaires et les murs et barbelés hérissent la surface du globe malgré le développement 1  
de transports et de moyens de communication qui pourraient et devraient rapprocher les êtres humains. La dynamique 1  
anarchique du capitalisme réactualise les rapports de force entre grandes ou moyennes puissances, les conflits armés, les 1  
durcissements autoritaires y compris au sein des régimes parlementaires des pays riches.

5 **2. La régression mondialisée provoque des révoltes populaires et l'émergence de contestations prolétariennes** 5

Dans le même temps, le prolétariat réagit, avec des vagues inédites de contestations sociales de grande échelle. D'abord 1  
en 2011, nous avons assisté à des processus révolutionnaires sans précédent – depuis des décennies – au Moyen-Orient et 1  
en Afrique du Nord. Mais l'absence de directions révolutionnaires a fait basculer ce « printemps arabe » en hiver, vers des 1  
contre-révolutions ou en tout cas des régimes autoritaires. Pourtant, moins de dix ans après, en 2019, nous avons connu un 10  
regain de contestations de masse, là aussi touchant les zones urbaines, cette fois partout dans le monde : au Soudan, en 10  
Algérie, en Haïti, à Hong-Kong, au Honduras, au Kazakhstan, à Porto Rico, au Liban, au Chili, en Irak, en Colombie, au Sri-  
Lanka, et une montée des grèves en Iran suivie de l'explosion des manifestations contre le régime aujourd'hui...

En 2020, il y a eu la vague de manifestations aux États-Unis contre le racisme de la police (mort de George Floyd) relayée 15  
par des manifestations importantes en Europe, notamment en France avec le comité Adama et lors des mobilisations contre 15  
la loi Sécurité globale. Depuis des années différents pays (en Amérique latine, aux États-Unis, en Pologne...) ont connu des 15  
mobilisations féministes de masse contre l'oppression spécifique subie par les femmes, notamment contre les violences 15  
sexistes et sexuelles et pour lutter contre l'interdiction ou criminalisation de l'IVG. Ces mobilisations féministes ont été 15  
défensives dans les pays qui ont connu des reculs réactionnaires comme les États-Unis, mais il y a eu aussi des revendica- 20  
tions offensives qui ont obtenu des victoires, notamment la légalisation de l'avortement en Argentine qui a inspiré une 20  
vague verte dans toute la région. La jeunesse n'est pas en reste et participe en nombre à toutes ces mobilisations en y jouant 20  
un rôle central, entre autres dans les luttes sur le climat. La pandémie de Covid n'a pas empêché cette remontée de la lutte 20  
des classes. Et depuis le 17 septembre, l'Iran s'est embrasé : c'est une mobilisation exceptionnelle des femmes, qui a ouvert 20  
la voie à une contestation politique et sociale généralisée.

En cette année 2022, l'inflation mondiale met des continents entiers en tension, avec un effondrement social, y compris 25  
au sein de puissances régionales comme la Turquie et l'Argentine. Partout, l'inflation pose la question des salaires. Mais 25  
l'envolée des prix touche aussi des couches populaires autres que salariées, avec des conséquences particulièrement dra- 25  
matiques dans certains pays qui débouchent sur des mobilisations insurrectionnelles, comme cet été au Sri Lanka. À des 25  
degrés variables, il s'agit d'un phénomène mondial.

Depuis 2008, les grandes puissances n'arrivent pas à stabiliser la situation. La mondialisation capitaliste laisse la place 30  
au retour du protectionnisme et à une montée du militarisme et de l'autoritarisme. La vague inflationniste, l'explosion des 30  
inégalités, sans évidemment oublier la crise climatique ressentie désormais sur tous les continents, y compris en Europe, 30  
s'accompagnent d'un risque renouvelé de guerre mondiale. Mais la machine à profits continue, elle, de fonctionner, pour 30  
preuve l'explosion des profits des multinationales et du nombre de milliardaires. Cela aboutit à une prise de conscience de 35  
plus en plus partagée, sinon généralisée : le capitalisme mène l'humanité dans le mur. Les sentiments de révolte contre 35  
l'explosion des inégalités (au niveau mondial comme au sein des pays impérialistes) se propagent, et le discrédit des partis 35  
politiques, y compris dits « de gauche » (voir l'usure rapide du néo-réformisme au Chili), comme des appareils syndicaux 35  
traditionnels, s'accélère.

D'un côté, cette situation renforce une extrême droite multiforme mais bien présente sur toute la planète. De l'autre, ces 40  
facteurs objectifs pourraient converger et déboucher sur de véritables révolutions sociales. Ce qui rend indispensable le 40  
renforcement du facteur « subjectif », par la construction de directions, de partis révolutionnaires capables de comprendre, 40  
de se lier et d'intervenir dans ces contestations politiques et sociales, avec l'objectif de transformer les révoltes en révolu- 40  
tions sociales qui ne renversent pas seulement un dictateur ou un régime, mais mettent fin à la dictature du capital et éta- 40  
blissent une situation de double-pouvoir débouchant sur un gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

45 **3. Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage** 45

Depuis le 24 février 2022, la guerre a été déclarée par la Russie à l'Ukraine. L'invasion russe établit une réévaluation des 50  
rapports de forces et relations entre différents pays impérialistes (entre grandes et moyennes puissances). Il y a des débats 50  
internes pratiquement dans tous les partis (y compris au sein du NPA), y compris entre les sensibilités signataires de cette 50  
plateforme, qui ne manqueront pas d'exprimer à nouveau leurs points de vue avec les nuances nécessaires dans leurs 50  
contributions ou motions respectives. Mais nous avons toutes et tous en commun de dénoncer la brutale invasion militaire 50  
de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine :

- « Troupes russes, hors d'Ukraine ! »,  
- « Droit du peuple ukrainien à disposer de son sort ! », y compris à s'armer contre l'envahisseur,  
55 - « Soutien à celles et ceux qui, malgré la dure répression et au nom de la solidarité entre les peuples, s'opposent en Rus- 55  
sie à la sale guerre de Poutine, aux appelés qui refusent de partir ! »

Nous dénonçons la politique de nos propres gouvernements des puissances occidentales qui profitent de la guerre pour 60  
défendre leurs intérêts économiques et nous disons : « Troupes de l'OTAN, dont au premier titre les troupes françaises, hors 60  
de tous les continents où elles prétendent gendarmier le monde, que ce soit Europe de l'Est, au Moyen-Orient ou en Afrique ! »

Il n'y aura pas d'issue contre l'invasion de Poutine sans une victoire des classes populaires ukrainiennes et russes qui 60  
sauraient se lier, fortes de la solidarité active des travailleurs et travailleuses du monde, à commencer par ceux et celles 60  
de l'Europe.

Nous dénonçons donc la responsabilité de Poutine qui défend les intérêts impérialistes russes, ● ● ●  
même si les grandes puissances occidentales, derrière les USA, en profitent pour renforcer leur 65  
militarisation de la planète et favoriser leurs marchés, entre autres d'armes, d'hydrocarbures, de

1 nucléaire, d'agroalimentaire, sans davantage de considération que Poutine pour les classes populaires ukrainiennes. Ces 1  
intérêts impérialistes rivaux portent en eux des risques de dérapages qui pourraient faire basculer la planète dans un  
conflit plus général.

5 Nous militons contre les unions sacrées derrière des drapeaux nationaux, pour l'union des travailleurs, des travailleuses 5  
et des peuples par-delà les frontières, avec la perspective de renverser le capitalisme.

#### 4. L'actualité et l'urgence : la révolution

10 Reste que plusieurs ondes de choc ont parcouru le monde ces dernières années, et ces mois-ci. L'élément saillant tient à 10  
ces vagues de contestation sociale. Avec cette fois un nouvel ébranlement en Iran qui dépasse en profondeur les mouve-  
ments précédents, pour basculer de la révolte et de la vague contestataire à un début de révolution, qui à l'heure où nous  
écrivons, tient tête au gouvernement depuis plus de trois semaines malgré une terrible répression et au moins deux cents  
morts. Nous verrons si ce début de révolution aboutit au renversement du régime, ce qui modifierait les rapports de force  
sociaux en Iran et redonnerait confiance dans la perspective révolutionnaire dans la région et ailleurs. Mais déjà au-  
jourd'hui ce mouvement est un encouragement pour tous les opprimés et toutes les opprimées du monde.

15 Les différents mouvements de contestation de la dernière décennie ont touché différentes couches sociales, mais le pro- 15  
létariat y a joué un rôle, faute d'être un déterminant majeur. Certes, d'un côté il y a les poussées de l'extrême droite, non  
négligeables avec aujourd'hui encore la Suède et l'Italie ; nous assistons également au renforcement répressif des appareils  
d'État (moyens de surveillance, contrôles, militarisation des polices, lois sécuritaires). Mais d'un autre côté, il y a égale-  
ment les poussées révolutionnaires et leurs possibles développements.

20 Quelles perspectives ? Il faut se départir des vues unilatérales qui survalorisent la dynamique réactionnaire et, en espé- 20  
rant y remédier, mettent parfois en avant la nostalgie d'un monde révolu, comme s'il fallait en passer par la reconstruction  
mythique d'un mouvement ouvrier réformiste. Le temps des demi-mesures, des compromis avec les appareils d'État bour-  
geois, des appareils syndicaux très intégrés et autres « corps intermédiaires », des solutions « institutionnelles » et autres  
« constituantes » bourgeoises, est plus que jamais hors de propos – même si beaucoup encore s'y accrochent. Sans nier ces  
25 obstacles devant nous, c'est aussi dans ce contexte que les situations révolutionnaires objectives surgissent. Car au-delà 25  
des difficultés, des défaites provisoires de notre camp social, les mouvements récents ont montré leur capacité de résister,  
de créer des expériences sociales, de rendre pensable et possible une autre société. Le prolétariat a crû en nombre et en  
expérience à l'échelle mondiale pendant ces deux décennies. Alors, que faire ?

#### 30 5. L'affirmation d'un pôle des révolutionnaires, y compris au niveau international 30

Qu'en est-il des organisations révolutionnaires aujourd'hui ? L'extrême gauche, en particulier trotskyste, qu'elle soit ré-  
duite à de petits groupes, parfois isolés ou qu'elle ait une influence certaine, à quelques centaines, voire quelques milliers,  
ou encore qu'elle soit très dispersée comme aux États-Unis, existe dans bien des pays, sur tous les continents. Lors des  
vagues contestataires de 2019, bien des groupes ont ressenti la nécessité – au-delà de l'émiettement des « internationales »  
35 peu influentes – de renouer des contacts. Ce serait plus que jamais la nécessité de l'heure. Dans ce cadre, les liens histo- 35  
riques entre le NPA et la IV<sup>ème</sup> internationale, ex-SU, sont importants. Il s'agit de les renforcer mais au-delà, de renforcer  
et chercher à établir des liens avec l'ensemble des courants révolutionnaires internationaux, d'accumuler les expériences,  
les comparer, les confronter, donner corps à la pratique révolutionnaire et à la démocratie ouvrière. Renouer les discus-  
sions. Le monde est entré dans une période de crises et de tempêtes politiques et sociales (pas seulement climatiques et  
40 écologiques, même si ces derniers désordres sont des ferments de révolte). Les groupes révolutionnaires, toujours margi- 40  
nalisés en périodes de calme social, peuvent changer d'échelle et se retrouver à leur tête. C'est pourquoi ce ne serait pas le  
moment, sous prétexte d'être minoritaires, d'attendre ou espérer avant d'agir, sous prétexte d'aspiration unitaire, le bon  
vouloir de « réformistes », si tant est qu'on puisse ainsi qualifier des formations dites de gauche qui subsistent ou semblent  
45 connaître un sursaut électoral dans certains pays. Mais ce n'est pas non plus le moment de rester isolés les uns des autres, 45  
d'un pays à l'autre. L'expérience révolutionnaire dans un pays doit pouvoir se discuter, se transmettre dans les autres. Ce  
n'est pas le moment non plus que les révolutionnaires d'un même pays ne cherchent pas obstinément le contact entre eux  
et elles.

50 Au moment où les risques réels, mais aussi les possibilités d'affirmation se présentent pour notre classe, il est temps de 50  
faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire, sur place mais aussi au niveau international, premier pas vers la construc-  
tion d'une nouvelle internationale.

### PARTIE II – EN FRANCE, UNE BOURGEOISIE À L'OFFENSIVE ET DES EXPLOSIONS SOCIALES AUXQUELLES SE PRÉPARER

1. En France, la situation est marquée par la poursuite coûte que coûte de l'offensive patronale. La volonté de Macron de  
remettre sur la table la réforme des retraites malgré l'avis de certains cercles patronaux qui prônaient un peu plus de pru-  
55 dence, a pour but de donner le ton : il n'y aura pas de pause dans les attaques malgré les crises, bien au contraire ! 55

Ce pari d'un « passage en force » comporte ses risques, car les réactions n'ont pas manqué ces dernières années. La  
contre-réforme des retraites « à points » voulue par le MEDEF et Macron n'est pas passée. Cela n'aurait pas été possible sans  
les grèves et blocages de décembre 2019 et janvier 2020. Évidemment, le confinement en mars 2020 a contribué à faire rem-  
baller à Macron son projet, mais le patronat marche sur des œufs sur cette question centrale sur laquelle il est en retard par  
60 rapport à ses homologues européens. 60

La pandémie elle-même n'a imposé une pause que toute relative : après les droits de retrait massifs dans certaines entre-  
prises, comme à La Poste lors de la première vague du Covid en mars 2020, le spectre de la colère sociale a hanté le patronat  
et le gouvernement sur des questions plus directement politiques, comme la lutte contre les violences policières, le racisme  
ou la dérive autoritaire de l'État. Le cycle de politisation et de remontée des luttes continue, engagé en 2016 avec la lutte  
65 contre la loi Travail de Hollande, renforcé en 2018 par la « bataille du rail », les mobilisations étudiantes, le surgissement 65

1 des Gilets jaunes et à partir du 5 décembre 2019 par la grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Ces mou- 1  
vements n'ont pas permis d'imposer des reculs significatifs au patronat, qui a poursuivi son offensive (mis à part le recul  
sur les retraites jusqu'à aujourd'hui). Mais la lutte des classes revient dans l'actualité (on le voit aujourd'hui avec les grèves  
dans les raffineries et le bras de fer qui s'engage à ce sujet entre travailleurs et travailleuses combatifs et combatives, et  
5 gouvernement à la botte des grands de l'énergie). Cette situation a politisé une fraction de la jeunesse, dans les milieux 5  
scolaires et dans le monde du travail, signe annonciateur de l'émergence d'une nouvelle génération militante.

Aujourd'hui, la colère sociale est alimentée par l'inflation (conflits chez PSA-Stellantis, TotalEnergies, mais aussi dans  
bien d'autres entreprises isolées, pour des primes et des salaires, entre autres dans certains secteurs de la ville de Paris) et  
par les projets scélérats de report de l'âge de départ en retraite. Mais plus profondément, c'est aussi l'incapacité palpable  
10 des classes dominantes à faire tourner la société – énergie, transports, éducation, santé – qui fait grandir la rage, et crée 10  
une situation sociale et politique instable, qui peut devenir explosive, prendre un caractère « lutte de classe » ou bien tour-  
ner à l'avantage de l'extrême droite.

C'est pourquoi la politique des appareils syndicaux est très souvent un obstacle. Ces appareils sont de plus en plus inté-  
grés aux États, de plus en plus partenaires des patrons. Sauf dans de rares exceptions, ils n'encouragent pas aux luttes,  
15 désarment et émettent les réactions ouvrières en les circonscrivant aux entreprises, aux secteurs, isolés les unes des 15  
autres. Aujourd'hui même, nous avons une direction de la CGT qui d'un côté semble vouloir riposter à Macron et Total/  
ExxonMobil qui ont engagé un bras de fer contre les grévistes des raffineries ; de l'autre une fédération CGT de la métallur-  
gie qui, dans l'automobile, exclut des militants, militantes et structures combatives de la CGT-PSA – la main dans la main  
avec un patronat qui veut avoir les coudées franches pour de vastes projets de reconversion électrique sur le dos des sala-  
20 riés. Il existe évidemment des forces syndicales actives avec lesquelles les militants et militantes d'extrême gauche doivent 20  
se lier, y compris au travers de pôles ouvriers. Une nouvelle génération militante a émergé. Des tentatives de regroupement  
des luttes existantes par des équipes syndicales ont eu lieu, auxquelles nos camarades ont participé. C'est juste à plus d'un  
titre : en particulier parce que des militants syndicaux et militantes syndicales de terrain (de diverses étiquettes), des  
25 équipes syndicales, sont sensibles à l'idée qu'on ne peut mener à bien les luttes si elles restent dispersées, et prennent 25  
conscience à la fois du besoin de coordination et du fait que les directions syndicales ne l'impulseront pas. Aider, partout  
où nos militants et militantes sont en position de le faire, les travailleurs, les travailleuses et les organisations conscientes  
des luttes à mener à s'organiser, à se rencontrer et coordonner leurs combats – syndiqués et non syndiqués – est une de nos  
tâches immédiates. C'est une des tâches essentielles des révolutionnaires aujourd'hui, qui doivent avoir confiance dans  
30 leur capacité à « parler directement » à des secteurs de la classe ouvrière qui cherchent des alternatives à la stratégie per- 30  
dante des directions syndicales.

## 2. Comment vaincre l'extrême droite ?

La situation est aussi fortement marquée par une extrême droite qui sort renforcée du long tunnel électoral de 2022.  
Comme dans de nombreux pays où elle est déjà passée au gouvernement, elle profite du rejet des partis qui ont géré le sys-  
35 tème capitaliste depuis des années. La montée lente mais ininterrompue du FN/RN a été accélérée par la fusion de l'essen- 35  
tiel de la droite traditionnelle et de la gauche de gouvernement au sein du macronisme, qui incarne un « système UMPS »  
que Le Pen prétendait dénoncer. Les « barrages républicains », qui n'étaient que l'expression de l'accord politique fonda-  
mental entre la droite et la gauche, ont eu l'effet inverse du but affiché durant des années et se sont naturellement effon-  
drés. Avec 89 députés à l'Assemblée d'un côté et la prise de confiance de groupes fascistes et fascistes minoritaires et  
40 violents de l'autre, que le succès électoral et les moyens financiers et matériels supplémentaires qu'il donne ne peuvent 40  
manquer d'encourager, l'extrême droite dispose de moyens considérables pour son développement futur. Son programme  
nationaliste, raciste, socialement réactionnaire derrière la démagogie, repris par tous les gouvernements depuis quarante  
ans, y compris ceux de gauche, contamine les esprits dans toutes les couches sociales, notamment dans le monde du tra-  
vail. La surenchère nauséabonde incarnée par Zemmour, plante l'idée pogromiste de « grand remplacement » dans le  
45 débat public, pendant que les gouvernements se disant plus « républicains » (de gauche, de droite ou du centre) ferment les 45  
frontières de l'Europe forteresse au prix de milliers de morts en Méditerranée. La lutte contre l'extrême droite ne sera pas  
menée par les appareils de la gauche de gouvernement (PS, PC, EELV), qui sont les principaux responsables de sa montée  
par leur participation aux politiques anti-sociales, ni par ceux qui se réclament de cette même filiation de gauche gouver-  
nementale (LFI) et qui, au-delà du discours, s'adaptent loyalement à la gestion du système, comme le montre la gestion  
50 d'exécutifs locaux. Rappelons qu'aucun de ces partis « de gauche » ne défend plus une politique internationaliste d'ouver- 50  
ture des frontières, ni de régularisation immédiate et de vie digne pour tous et toutes les sans-papiers.

La montée de l'extrême droite est le symptôme d'une situation globale de poursuite de l'offensive patronale dans les mul-  
tiples crises du capitalisme. En finir pour de bon avec l'extrême droite, c'est renverser ce système : c'est le communisme ou  
la barbarie. Nous devons donc renforcer l'implantation dans le monde du travail d'un courant d'extrême gauche révolu-  
55 tionnaire, seul porteur de cette alternative. Cela ne nous exonère pas de contester l'influence des idées d'extrême droite, 55  
maintenant, avant tout dans la fraction du monde du travail qui y est sensible. Cela veut dire prendre au sérieux la centra-  
lité de la lutte idéologique qui nécessite de démasquer, derrière les envolées populistes, le caractère pro-patronal de cette  
démagogie, tout en combattant fermement et explicitement les préjugés réactionnaires (racistes, sexistes, anti-LGBTI)  
qu'elle charrie et qui ne peuvent que diviser la classe ouvrière. Et également de se préparer à des situations d'affrontement  
60 face à l'extrême droite. Sans penser qu'une remontée des luttes permettrait automatiquement de contrer l'extrême droite, 60  
elle serait néanmoins un point d'appui. Les mobilisations joueront un rôle central pour réduire le poids de l'extrême droite  
au sein de notre camp, même si celle-ci pourrait tenter d'en canaliser certaines ou au contraire (et  
plus vraisemblablement), de lever des bataillons réactionnaires en opposition (anti-grève, anti- ● ● ●  
« gauche », anti-« woke »...).

65 Dans un contexte de luttes, l'existence d'organisations révolutionnaires capables de saisir l'oc-

1 casion de s'y exprimer sur un terrain politique, voire d'y jouer un rôle prépondérant dans certains secteurs, serait favorable 1  
 au développement de nos idées. Car ce sont les luttes collectives qui seront seules de nature à redonner confiance aux tra-  
 vailleurs et aux travailleuses dans les idées émancipatrices, dans la force du monde du travail et dans la nécessité de s'or-  
 ganiser et de se coordonner. Sur des objectifs précis et portés par la lutte, nous serons toujours pour l'unité d'action pour  
 5 faire grandir le rapport de forces. Une préoccupation de « front unique » peut nous amener à chercher des alliances avec 5  
 tout ou partie des organisations, militants, militantes ou sympathisants et sympathisantes de « gauche », « réformiste » ou  
 pas, à condition que ces cadres d'alliance nous laissent toute liberté de propagande et d'intervention à l'égard de nos alliés  
 temporaires. Car c'est aussi cette propagande, nos idées et notre liberté de les porter et d'en discuter, sur nos lieux de tra-  
 vail ou dans nos quartiers, qui seront déterminantes dans la manière que nous aurons de combattre l'extrême droite et les  
 10 venins qu'elle propage, y compris dans la classe ouvrière. 10

### 3. Gauche « radicale » ou pas, toujours institutionnelle

L'année 2022 a aussi vu la renaissance électorale d'une « gauche », menacée de disparition pure et simple après son der-  
 nier passage calamiteux au pouvoir sous Hollande, permettant à cette gauche institutionnelle de sauver, voire de reprendre  
 15 des sièges à l'Assemblée, en se présentant indépendamment de la mouvance présidentielle. Il faut néanmoins distinguer 15  
 la poussée pour Mélenchon à la présidentielle, qui s'explique par la volonté de nombreux électeurs et électrices d'éviter le  
 duel annoncé entre Macron et Le Pen, et la constitution de la NUPES dans une campagne législative atone marquée par une  
 abstention record (encore plus importante qu'à la présidentielle), l'absence de progression de la gauche prise dans son  
 ensemble et la percée de l'extrême droite. La NUPES, nouvelle mouture d'union de la gauche, n'a pas réussi ni à mobiliser  
 20 les électeurs et électrices de Mélenchon du premier tour de la présidentielle, ni démontré la moindre volonté de sortir des 20  
 sentiers battus institutionnels et des couloirs de l'Assemblée. En faire, comme l'écrit le « regroupement 3-4 octobre », un  
 « vote d'autodéfense de classe » et « l'expression d'une volonté de rupture avec le néolibéralisme » est doublement faux.  
 D'une part, le monde du travail s'est retrouvé éclaté en trois blocs dans ces élections (sans parler des travailleurs et travail-  
 leuses étrangers et étrangères qui ne peuvent pas y participer) : d'abord l'abstention, puis le RN et ensuite la NUPES, dans  
 25 cet ordre. D'autre part, loin d'incarner une quelconque volonté de rupture, il s'agit plutôt du recentrage d'un Mélenchon, 25  
 qui a parfois su jouer avec des formules radicales, pour désormais se présenter en chef de file d'une future gauche de gou-  
 vernement. La campagne menée avec le PS, le PCF et les Verts, dont des ministres de Hollande, sous le slogan « Mélenchon  
 Premier ministre », avait le mérite d'une certaine clarté de ce point de vue. Cette percée électorale de la FI et le rééqui-  
 librage au sein de la « gauche » institutionnelle au profit de la FI, ne changent pas notre objectif fondamental qui est de  
 30 construire des organisations indépendantes de la bourgeoisie mais aussi de toutes les nuances de la « gauche institu- 30  
 tionnelle », dont la FI. Nous pensons que la situation le permet. Préserver notre indépendance de classe politique et organisa-  
 tionnelle ne veut pas dire cultiver notre isolement, c'est même tout le contraire : c'est « marcher séparément, mais frapper  
 ensemble ». « Frapper ensemble » sur toutes les questions qui permettent à notre camp de se mettre en mouvement, mais  
 « marcher séparément » car il faut développer nos perspectives révolutionnaires qui sont à l'opposé des impasses institu-  
 35 tionnelles portées par la NUPES et la FI. Mener cette politique, c'est le meilleur moyen de s'adresser aux militantes et mili- 35  
 tants de la gauche institutionnelle.

### 4. L'appel au vote pour la NUPES, une erreur...

Dans ce cadre politique, il était indispensable que le NPA présente un candidat à la présidentielle de manière indépen-  
 40 dante. La réussite des meetings de Philippe Poutou, le flux de recrutement militant que la campagne a permis malgré notre 40  
 faible score, montrent que nos idées ont une portée au-delà de nos rangs. Les divergences au sein du NPA, qui n'ont pas  
 disparu, n'ont pas empêché que les militants et militantes de tous les courants qui défendaient l'apparition politique indé-  
 pendante du NPA mènent une campagne qui a bénéficié à tout le parti. Pourtant, aux législatives, le NPA n'a quasiment pas  
 45 présenté de candidats et candidates sous ses propres couleurs, et la majorité de la direction a décidé d'appeler à voter 45  
 NUPES presque partout. Ces choix sont pour nous une faute politique majeure : cela a brouillé notre image d'indépendance  
 vis-à-vis de la gauche institutionnelle, en installant le NPA comme cinquième roue du carrosse NUPES. Quant à l'éventuel  
 « afflux » de militants et militantes auquel cette « tactique » aurait permis de s'adresser, on le cherche encore. Les appels  
 du regroupement des 3-4 octobre à fonder des « parlements populaires », alors que la NUPES même n'en veut pas, sont  
 50 vains, voire ridicules. Quelle erreur de la part de ces camarades, que de continuer à prétendre, contre l'évidence, que « LFI 50  
 polarise l'essentiel des militant-es les plus à même de construire un projet émancipateur, anticapitaliste, que ce soit dans  
 la jeunesse, les quartiers populaires, les mouvements sociaux » ! Surtout quand, dans le même texte, les camarades  
 ajoutent que « Le NPA est un échec » au point qu'il « peut devenir un obstacle à la construction de l'organisation révolution-  
 naire dont nous avons besoin. » Camarades rédacteurs du « comité d'animation des 3-4 octobre », si la FI est peuplée de  
 55 militants et militantes jeunes, implantés et anticapitalistes, et qu'à l'inverse le NPA est un obstacle, quelles conclusions 55  
 voulez-vous que votre lecteur ou lectrice en tire ?

### 5. Pour que l'histoire ne se répète pas

Il ne s'agit pas seulement d'une discussion tactique à propos d'une élection passée. Macron a rappelé récemment qu'il  
 n'hésiterait pas à dissoudre l'Assemblée si son projet de loi sur les retraites entraînait le vote d'une motion de censure. Le  
 60 RN attend cela avec une impatience à peine contenue, de même que la NUPES, et surtout la FI en son sein, dont toute la 60  
 politique consiste à se préparer à de nouvelles élections. La carte « dissolution » est donc envisagée comme un dérivatif en  
 cas de contestation d'une mesure impopulaire comme la réforme des retraites. Il est vital de défendre le rapport de force  
 dans la rue et par la grève, pour s'opposer aux projets patronaux, à rebours des illusions électorales. Qui d'autre le fera si  
 ce ne sont les révolutionnaires ? Cela implique de refuser de s'allier de manière durable sur un programme politique avec  
 65 les organisations de la gauche électorale et à vocation gouvernementale réunies dans la NUPES, et, en cas de nouvelles 65

1 élections, de ne pas rééditer la disparition politique derrière la FI. Dans ce contexte, les échanges, l'unité même ponctuelle  
des révolutionnaires ne peut être une tâche laissée pour des temps meilleurs : il faut en particulier saisir toutes les occa- 1  
sions pour nous adresser à Lutte ouvrière pour des campagnes politiques sur nos axes révolutionnaires partagés.

## 5 6. Sortir des logiques institutionnelles : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! 5

Aujourd'hui, la NUPES est à la peine. Le PCF tente de faire cavalier seul pour exister en usant d'une démagogie réaction-  
naire, le PS et les Verts règlent des comptes en interne en attendant les prochaines élections (européennes). La FI joue  
principalement le jeu institutionnel de l'Assemblée, au travers par exemple de la présidence de la Commission des fi-  
nances...

10 Sur le plan politique, Mélenchon et la FI ont emboîté le pas au PS pour présenter une « taxe sur les superprofits » comme 10  
l'objectif principal de cette rentrée. Au-delà de la manœuvre dilatoire d'un hypothétique référendum face à une inflation  
qui galope, c'est l'objectif politique même qui est problématique. En effet, certains groupes comme Total se gavent de sur-  
profits circonstanciels, en pratiquant des tarifs prohibitifs y compris pour d'autres industriels (on pense aux verreries qui  
mettent leurs ouvriers au chômage partiel, même s'il y a aussi de leur côté un effet d'aubaine). L'État peut choisir d'y remé-  
15 dier en taxant les uns pour reverser aux autres... Sans que la situation du monde du travail soit améliorée (attention à cette 15  
« autre répartition des richesses »... entre riches eux-mêmes !). C'est pourquoi, nous ne distinguons pas les profits des  
« superprofits », surtout si les seconds légitiment les premiers. Défendre seulement la répartition des richesses, c'est ne pas  
poser la question de qui doit décider, c'est laisser les patrons garder le contrôle du gâteau, alors que les prolétaires doivent  
le leur reprendre en entier. Voilà pourquoi nous défendons la perspective de l'expropriation des capitalistes.

20 20

## 7. Que la colère devienne conscience politique

Face à l'inflation, orienter la colère dans le sens d'une taxe, c'est l'enfermer dans un débat institutionnel. La meilleure  
façon de taxer les profits, c'est d'augmenter les salaires. En ce sens la grève chez Total remet au centre l'arme des travail-  
25 grèves isolées où le patronat imposait des primes pour essayer de déminer la situation au blocage et assèchement des 25  
pompes à essence. Une des nouveautés de cette mobilisation des ouvriers et ouvrières c'est qu'ils et elles ne se contentent  
pas de revendiquer des primes, mais demandent des augmentations de salaires, comme on l'a également vu lors de la  
vague de débrayages sur les différents sites de PSA/Stellantis. En ce sens, le programme que nous avons notamment décli-  
né durant la campagne présidentielle, montre toute son actualité : articuler les revendications salariales, d'interdiction  
30 des licenciements et de suppressions de postes avec le contrôle des travailleurs et travailleuses sur la marche de la société, 30  
en indiquant la voie des luttes et des mobilisations, la nécessité de construire un mouvement d'ensemble et de généraliser  
les grèves...

Comment faire pour que la colère, qu'on constate, s'exprime dans les luttes et devienne conscience politique ? Il faudrait  
certainement partir d'une campagne politique du NPA, qu'on proposerait largement, sur les mots d'ordre de dénonciation  
35 des capitalistes profiteurs de crise, d'augmentation des salaires qui permettent de rattraper ce que nous avons perdu 35  
depuis des décennies : + 400 euros nets et pas un salaire en dessous de 2000 euros nets. Les salaires doivent suivre l'augmen-  
tation des prix. Pour imposer ces mesures, il faudra une grève qui se généralise. Tenter de regrouper des noyaux et réseaux  
dans les entreprises, dans les quartiers, dans des comités contre la vie chère, en priorisant la mobilisation militante à la  
base, en se projetant sur chaque conflit qui éclate – et il y en a ! Et si nous nous donnons les moyens de mener cette politique  
40 par nos propres forces, en toute indépendance, pourquoi ne pas la proposer aussi à d'autres organisations associatives, 40  
syndicales ou politiques de la gauche, qui disent vouloir lutter contre « la vie chère » ? Mais à condition que ce soit pour se  
tourner vers l'extérieur, s'adresser au monde du travail et à la jeunesse en général, et pas seulement aux quelques-uns qui  
sont déjà organisés. À condition aussi que les travailleurs et travailleuses en lutte se donnent les moyens d'enlever aux  
45 appareils syndicaux leur monopole sur les luttes ouvrières et d'enrayer ainsi leur politique de renoncement et de dialogue 45  
social. « Mettre en mouvement notre classe », c'est permettre aux travailleurs et travailleuses d'arracher la direction de  
leurs luttes aux appareils.

## 8. Drôle d'« en même temps »...

Le regroupement des 3-4 octobre dit vouloir construire « l'outil révolutionnaire » NPA et « en même temps » une « gauche  
50 de combat ». Avec qui construire cet outil mal identifié entre front et parti ? 50

La confusion est entretenue dans la résolution adoptée au CPN de septembre : « Il y a urgence à sortir du train-train, à  
débattre et à regrouper les forces militantes, à commencer par celles et ceux qui défendent la transformation révolution-  
naire de cette société ou qui voient LFI et l'Union populaire comme une rupture salutaire avec la vieille gauche de gouver-  
nement. » Mais qui défend la révolution et pense en même temps que la LFI est en rupture ? Pas grand monde, si ce n'est les  
55 camarades du 3-4 octobre, la direction actuelle du NPA... 55

« Nous devons aussi nous adresser à d'autres courants, au milieu très large qui souhaite une “gauche de combat”, et pré-  
senter nos propositions anticapitalistes et révolutionnaires. » Il est nécessaire de présenter nos propositions anticapita-  
listes et révolutionnaires à ce « milieu très large », bien entendu ! À condition de ne pas nous contenter de reprendre la  
formule bien vague et ambiguë de construction d'une « gauche de combat » – mais d'expliquer pourquoi la gauche actuelle  
60 refuse d'aller au combat et d'ouvrir des perspectives en ce sens, à l'opposé des impasses institutionnelles. Personne n'em- 60  
pêche personne de « discuter » avec des éléments de cette gauche en mal de recomposition. Mais nous ne pourrons réelle-  
ment « faire de la politique » qu'à la seule condition que nous soyons capables d'entraîner un  
certain milieu sur notre orientation (celle des luttes de classe et non des institutions de la bour-  
geoisie). C'est ainsi que nous pourrons peser sur les militants et militantes organisés de cette  
65 gauche et leur proposer d'autres perspectives que les impasses dans lesquelles leurs directions

1 tentent de les enfermer. 1

C'est sur cette orientation que nous pourrions déployer le NPA, sur tous les terrains politiques : celui des luttes de la jeunesse, des femmes, des luttes LGBTI, sur l'environnement, le climat, la biodiversité, la lutte contre le racisme et les violences policières... En imprimant sur tous ces sujets une marque de classe, un point de vue prolétarien. Car toutes ces tâches sont celles du mouvement révolutionnaire dans son entier. C'est aussi dans la classe ouvrière que toutes ces luttes doivent être menées. Qui d'autre que les militants et militantes révolutionnaires, donc ceux et celles du NPA, peuvent porter dans le monde du travail ces sujets dits « de société », et de fait les imposer à toute la société (sujets que des organisations spécialisées dites « spécifiques » cantonnent à des milieux restreints et souvent petit-bourgeois : médiatiques, universitaires, etc.) ? 5

10 Ces tâches politiques de lutte et de propagande contre toutes les oppressions, de même que notre intervention dans les autres luttes du monde du travail, exigent une implantation dans les entreprises, condition aussi pour que nous soyons légitimes, crédibles, entendus et compris. Faute de quoi notre parti risque fort de ne porter ces combats que dans de strictes limites électorales, c'est-à-dire institutionnelles, cadres d'une exploitation capitaliste qui se nourrit de toutes ces oppressions. Voilà ce que signifie pour le NPA, le caractère « central » de la classe ouvrière. 10

15 **PARTIE III – QUEL NPA ?** 15

### 1. Préserver le NPA, un des partis de l'extrême gauche révolutionnaire en France

20 La situation internationale comme la situation sociale et politique française, marquées d'un côté par le renforcement de l'arsenal économique, politique et militaire/répressif de la bourgeoisie contre les classes populaires (dont la montée des extrêmes droites), de l'autre par des flambées de colère sociale et politique surgies de ces mêmes classes, mais sans direction politique propre de la classe ouvrière, imposent aux révolutionnaires de chercher par tous les moyens à renforcer leur camp. À faire vivre et croître leurs courants, et pour ce qui nous concerne ici le NPA, qui devrait se donner pour tâche de recruter dans les nouvelles générations de la jeunesse ouvrière et scolarisée, mais aussi parmi les militants, militantes et courants divers, associatifs, syndicalistes, politiques, qui visent à changer le monde par le renversement du capitalisme. Car il en existe, aujourd'hui inorganisés. L'heure n'est pas à la division, mais au contraire à la résistance aux pressions à l'éclatement qu'engendre le désarroi face à des situations difficiles. Il faut regrouper autour des capacités émancipatrices du prolétariat, privilégier la défense de notre programme de renversement du capitalisme, la force de ses idées quand les masses s'en empareront, à la faveur d'explosions à venir. Voilà pourquoi nous militons pour un « bloc de l'extrême gauche », ou « pôle révolutionnaire », d'essence extraparlamentaire, même si les politiques électorales dans le cadre du système bourgeois ne sont pas à rejeter, soudé autour d'une longue et riche histoire de convictions et de combats qui lient entre elles ses différentes fractions. Regrouper et resserrer les liens plutôt qu'émietter et isoler. Et ne surtout pas aller vers l'éclatement du NPA – à ce jour et à juste titre toujours considéré, avec Lutte ouvrière, comme un des partis de l'extrême gauche révolutionnaire de France. 20

35 **2. Un acquis** 35

40 On ne peut pas prôner l'unité mais ne la chercher que du côté des réformistes, sans combattre pour celle des révolutionnaires, réfractaires à toute forme de pacte avec l'État bourgeois au nom des exploités et des opprimés. Il nous faut donc trouver les moyens de maintenir le NPA au lieu d'envisager de l'amputer d'une partie de ses membres, sous prétexte de « refondation ». Non, le NPA n'est pas un échec ! C'est d'abord un acquis pour notre camp, c'est son explosion qui serait un échec. Le NPA a permis de regrouper dans une même organisation des militants et militantes anticapitalistes et révolutionnaires de traditions différentes, et surtout d'en gagner de nouveaux et nouvelles. Il a servi de référent à des syndicalistes « lutte de classe », des travailleurs et des travailleuses qui se sont mobilisés notamment depuis 2016 avec les grèves contre la loi Travail. Un outil pour partager des expériences et intervenir dans les luttes LGBTI, féministes, antifascistes, écologistes et internationalistes. Sans oublier la jeunesse, comme le montre le renforcement et le renouvellement de son secteur Jeunes. Nous récusons totalement la perspective proposée par des membres de « l'équipe d'animation du regroupement 3-4 octobre » (dans un texte de discussion pour le CPN des 17 et 18 septembre), d'un prochain congrès qui acterait une séparation qui se solderait par l'amputation du NPA de la moitié de ses membres. Il faut au contraire persévérer dans le militantisme commun de regroupement autour d'un programme révolutionnaire, anticapitaliste, qui vise au renversement de l'État bourgeois et à un pouvoir des travailleurs et travailleuses, qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme et la destruction de la nature. Il faut renforcer ce programme où la centralité du combat du prolétariat s'allie à la richesse des combats écologiste, féministe, LGBTI, antiraciste et bien d'autres. Ce qui est le profil que s'est donné le NPA, qu'il faut conserver, même si sa réalisation génère bien des insatisfactions. 40

55 **3. Les enjeux du prochain congrès** 55

Nous rejetons le « choix » proposé par des camarades de ce « regroupement 3-4 octobre » entre une séparation dite à l'amiable d'avec certaines tendances ou fractions (qui ne sont pas explicitement nommées) ou la suspension des « fractions publiques permanentes » jusqu'au congrès suivant. Et cela, au moment où précisément la direction du parti s'est engagée sur la pente glissante d'un soutien à la NUPES aux dernières législatives, que des camarades ont critiqué explicitement ou ont contesté avec leurs pieds, bien au-delà des seules « fractions ». Défendre l'acquis du NPA ne veut pas dire qu'on se contente de la situation actuelle : nous voulons changer pour l'améliorer, le fonctionnement et l'orientation du NPA. Nous ne voulons pas d'un congrès qui oppose les courants/fractions à la direction actuelle en laissant de côté tous ceux et toutes celles qui revendiquent leur appartenance au NPA et ne se reconnaissent dans aucun courant/fraction, de la majorité ou des minorités. Nous ne voulons pas non plus d'un congrès qui fasse le procès des courants/fractions en esquivant les débats programmatiques et stratégiques. Les enjeux du prochain congrès dépassent ces clivages. L'urgence, c'est de mettre 60

1 au centre le brassage des expériences, des débats entre les secteurs, les fédérations, les comités, les commissions, entre 1  
tous les militants et toutes les militantes du NPA.

Notre conception d'un « fonctionnement fondé sur le centralisme démocratique » vers lequel il serait souhaitable d'aller, 1  
dans le cadre de la construction du parti révolutionnaire et déjà de l'amélioration du fonctionnement de l'actuel NPA, n'a 1  
rien à voir avec une conception qui aboutirait à la limitation des possibilités d'expression ou d'expérimentation de diverses 5  
tendances du parti. Ce « droit à l'expérimentation », chaque sensibilité l'a revendiqué et l'a pratiqué, y compris dans la 5  
sensibilité majoritaire, dont des porte-parole du NPA. Dans le cas des municipales à Bordeaux ou des Régionales, l'« expé-  
rimentation » consistait d'ailleurs en une politique qui n'avait plus grand-chose à voir avec une politique indépendante, de  
10 coups de force antidémocratiques dans l'histoire du mouvement ouvrier ayant été commis en son nom. 10

Il faut partir de ce que nous sommes, des points de vue, des expériences et pratiques différentes des uns et des autres, 1  
pour aller vers davantage d'échanges et de collaboration, et pour le coup, si l'on parle de « centralisation », davantage de 1  
centralisation des activités et des informations. Échanges et centralisation sont d'ailleurs les conditions d'un approfondisse-  
ment de la démocratie, donnant à chacun et chacune davantage de moyens de juger et débattre de ce qui se fait dans les  
15 divers secteurs d'intervention du parti. C'est l'objectif à nous donner, entre militants et militantes révolutionnaires que 15  
nous sommes toutes et tous, par-delà nos pratiques ou nos priorités parfois différentes. Et rappelons que si nous avons  
connu quelques épisodes de divergences de quelque importance sur le terrain, nous nous sommes toujours efforcés, les  
uns, les unes et les autres, de ne pas en offrir un spectacle ridicule ou dévastateur à l'extérieur. Parce que la compréhension  
de l'importance du NPA existe entre nous.

20

#### 4. Pour une direction capable de prendre en compte les minorités

Le NPA doit être capable de rester uni et fonctionner en tenant compte des divergences importantes qui existent en son 1  
sein (et au sein de toutes les tendances, y compris celle qui dirige) : sur les questions de l'Ukraine, de l'attitude face à la 1  
NUPES, des formes d'auto-organisation à pousser dans les luttes plutôt que de préserver les monopoles syndicaux, comme 25  
sur bien d'autres sujets, dont la résistance aux influences qu'on qualifie (parfois abusivement) de « post-modernes ». Ces 25  
divergences ne sont pas que d'opinion, elles entraînent des choix politiques différents et parfois concurrents sur le terrain.  
C'est bien sûr un problème, et personne ne le nie. Mais soulignons que c'est moins un problème pour la tendance qui tient  
l'essentiel de l'appareil, dont les supports médias et les porte-parole. C'est ce qui justifie aujourd'hui que les tendances/  
fractions s'expriment dans des organes de tendance propres, de façon d'ailleurs généralement « positive », exceptionnel-  
lement par des tribunes explicitement critiques. 30

La direction actuelle du NPA, dont la politique n'avait recueilli qu'un peu moins d'une majorité des suffrages au dernier 1  
congrès, est certainement dans une position délicate. Il ne lui est pas facile de diriger sans vraie majorité, même si elle 1  
conserve un crédit hérité de la vieille tradition de la LCR. La direction qui sortira du prochain congrès doit être capable de  
prendre en compte les minorités ou la minorité. Le fonctionnement commun au sein d'un même parti dépend évidemment  
35 de l'intelligence de la direction, de son respect des minorités, de sa souplesse à négocier les écarts quand ils ne remettent 35  
pas en cause les principes révolutionnaires. Sinon elle ne peut, au nom d'on ne sait quel « centralisme démocratique »,  
conforter sa position majoritaire qu'en excluant ou en poussant au départ celles et ceux qui ne seraient pas dans la ligne.  
Il est de la responsabilité de tous et toutes les camarades du NPA d'œuvrer au contraire à son maintien et son renforcement.  
En fin de compte, un parti se renforce rarement en s'épurant, moins que jamais dans la période actuelle. Engageons-nous  
40 à respecter les résultats du prochain congrès au sein du NPA, à respecter la démocratie interne de l'organisation. Pour notre 40  
part, nous continuerons à construire le NPA, et nous souhaitons le faire avec tous et toutes ses membres actuels, quels que  
soient les résultats des différentes plateformes, y compris si nous sommes minoritaires.

Il n'est pas possible que nous continuions toutes et tous ensemble sans prendre acte que les tendances ou fractions du 1  
NPA ne vont pas disparaître par la seule vertu d'un vote au prochain congrès. Les choses sont un peu plus complexes. De- 1  
puis sa fondation, le NPA a toujours connu de nombreuses tendances : plus ou moins organisées, plus ou moins perma- 45  
nentes, déclarées ou occultes, ouvertes ou fermées, autofinancées ou pas. L'Étincelle, A&R, Démocratie révolutionnaire 45  
existent publiquement. D'autres tendances existent aussi, plus ou moins publiques, à commencer par celles qui subdivi-  
sent le regroupement des 3-4 octobre. Ces tendances/fractions sont la conséquence de débats politiques. C'est donc bien  
sur le fond que nous devons discuter, et non pas chercher en vain à régler ces débats politiques par des mesures adminis-  
50 tratives. Ces débats politiques, même contradictoires ne sont pas des inconvénients, ils sont aussi un gage de richesse, en 50  
tout cas d'ouverture politique.

#### 5. Réarmer le NPA et assumer un programme révolutionnaire

La situation le montre, le clivage « réforme ou révolution » est loin d'être dépassé, il redouble au contraire d'actualité 1  
dans un contexte de faillite du capitalisme à assurer le bien-être général, de dérive autoritaire et de renforcement de l'ex- 55  
trême droite. Pour en finir avec le capitalisme, il faut des militantes et militants capables de se poser le problème de sa  
destruction, capables par leur implantation dans le monde du travail et la jeunesse et par leurs expériences de jouer un rôle  
dans la lutte des classes. Il faut un parti anticapitaliste et révolutionnaire qui concentre et actualise le meilleur des expé-  
riences du mouvement ouvrier. Ce parti se construit avant les périodes de crises révolutionnaires, sur la base d'un pro-  
gramme et d'une implantation dans les entreprises et la jeunesse. Treize ans après la fondation du NPA, la rédaction d'un 60  
manifeste pour le parti, qui précise un socle programmatique et stratégique commun serait utile pour clarifier nos discus- 60  
sions. L'atelier du comité exécutif de la dernière université d'été a montré que cela serait possible.  
Ce travail n'est pas un préalable au nécessaire redéploiement du NPA vers l'extérieur à travers  
l'intervention dans les luttes et les campagnes politiques, mais il pourrait permettre d'atteindre  
65 sinon une « compréhension commune de la période et de nos tâches », au moins une compréhén-

1 sion sans caricature des points de vue différents au sein du NPA. 1

## 6. Quel état des lieux ?

Le « ça ne peut plus durer » n'est pas une politique pour l'ensemble du NPA ! Une politique pour l'ensemble du NPA 5  
 consiste à faire un état des lieux, sur les facteurs de balkanisation du parti, plus généralement sur le fonctionnement du 5  
 parti à tous les niveaux. Combien de comités (ou autres structures) sont-ils « mono-tendance » par refus d'intégration ou 5  
 éviction de militants et militantes par la tendance la plus influente – sous forme brutale ou douceuse ? Combien de comi- 5  
 tés ont-ils été désertés par cette tendance, parce qu'elle n'y avait pas la majorité ? Combien de « commissions » dites thé- 5  
 matiques sont sous l'emprise d'un seul courant ? Que dire du « secteur Jeunes », une partie des forces vives du parti, ca- 10  
 pable de réunir plus de 200 jeunes à plusieurs occasions, que le gros des camarades du 3-4 octobre désertent, parce qu'ils 10  
 et elles n'y sont pas majoritaires – de même qu'ils et elles désertent certains secteurs d'entreprise non négligeables ? Les 10  
 fractions déclarées ne sont certainement pas les seules prétendues « organisations dans l'organisation », coupables des 10  
 séparations existantes. Mais faut-il acter ces séparations ou plutôt se donner des moyens de les combler ?

Nous devons nous atteler à la tâche d'améliorer le fonctionnement du NPA, ce que veulent toutes et tous les camarades, 15  
 mais à partir d'un état des lieux sérieux. Affirmer, comme le font des camarades de la direction, que les fractions et ten- 15  
 dances les empêcheraient de penser à haute voix et donc d'agir, n'est pas crédible. Cette direction tient – de plus en plus 15  
 jalousement – les leviers de l'organisation : ses finances, ses locaux, son journal et sa ligne éditoriale, ses porte-parole, ses 15  
 relations officielles avec les autres partis politiques, pour ne citer que l'essentiel. Et elle serait paralysée ? Ce serait la faute 20  
 de fractions, qui pourtant font vivre ou contribuent largement à faire vivre des comités, quelques fédérations, quelques 20  
 branches professionnelles, un secteur jeunes, la vente du journal sur les marchés, la recherche des signatures lors des 20  
 présidentielles, une partie du SO, un comité de rédaction... entre autres ?

Nous sommes disponibles, avec d'autres, pour améliorer le fonctionnement du parti dans son ensemble, contribuer à la 25  
 centralisation des informations et des expériences, à l'échange et à la confrontation des idées et des expériences mili- 25  
 tantes, à une plus étroite collaboration aux tâches centrales du parti, sans sectarisme ni chasses gardées. Nous proposons 25  
 de nous engager toutes et tous ensemble à l'ouverture de ce chantier. 25

## 7. Le NPA appartient à tous ses militants et militantes

Nous voulons que notre plateforme serve à la discussion au sein du NPA, entre des camarades de toutes les tendances/ 30  
 fractions et des camarades hors tendances et fractions. On ne va pas refaire tout d'un seul coup, du sol au plafond, mais il 30  
 faut décider à ce congrès de nous engager tous et toutes, à revoir ensemble le fonctionnement du NPA, dans les mois et 30  
 années qui viennent, en posant les débats politiques pour en faire un parti qui à défaut d'être « le » parti révolutionnaire 30  
 dont le prolétariat a besoin, serait un véritable outil pour notre classe. Pour cela, il faut une volonté, mais il faut aussi et 30  
 surtout une méthode, organisationnelle et politique, d'abord et avant tout adaptée à notre but de construction d'un parti 35  
 des exploités, pour leur émancipation. Il faut que les comités qui sont le socle du parti dans les villes, les quartiers, les 35  
 entreprises, soient un lieu où des travailleurs et travailleuses plus nombreux et nombreuses, de tous âges et tous types de 35  
 lieux de travail, trouvent toute leur place. Grosses boîtes et petites boîtes, CDI ou précaires, travailleurs et le plus souvent 35  
 travailleuses isolés. Et où ils et elles puissent discuter de leur vie quotidienne et de leurs luttes, individuelles et collectives. 35  
 Où ils et elles puissent aussi discuter de politique, et surtout des perspectives révolutionnaires que devrait porter leur 35  
 classe, à l'échelle nationale comme internationale.

La classe ouvrière est multiforme, recouvre une infinie variété d'âges, de sexes/genres, de pays d'origine, de métiers et 40  
 formations, de statuts et degrés de précarité, de types d'entreprises et secteurs, du public ou du privé qu'on a d'ailleurs de 40  
 plus en plus de mal à distinguer... auxquels il faut ajouter les travailleurs et travailleuses définitivement ou passagèrement 40  
 privés d'emploi, les retraités. Les comités pourraient se fixer comme tâche prioritaire d'explorer et agréger dans leurs rangs 40  
 ou autour d'eux le maximum de cette immense richesse humaine. Ainsi pourrions-nous devenir un petit parti du proléta- 45  
 riat dans toute sa diversité : du syndicaliste chez Renault ou à la SNCF, à la vendeuse en CDD chez Décathlon, en passant 45  
 par la contractuelle dans l'Éducation nationale, la conductrice de bus ou l'aide à domicile.... Autant d'univers à découvrir, 45  
 à aider à s'organiser pour se défendre, à se former pour le succès des luttes à venir pour changer le monde. Combien avons- 45  
 nous aujourd'hui dans nos rangs de tels camarades soumis à l'exploitation salariale ? Combien de comités pouvons-nous 45  
 former autour d'elles et eux ? Combien en plus dans un avenir proche, à raison de quelques efforts communs et volonta- 50  
 ristes ? Comment ces comités pourraient-ils et devraient-ils faire remonter régulièrement leurs informations sur ces sec- 50  
 teurs ? Comment la presse hebdomadaire devrait-elle s'en faire l'écho, par exemple par une rubrique systématique, dont 50  
 quelques camarades prendraient la charge ?

Par le truchement d'une CILT, en lien direct avec les organes de direction (CPN et Comité exécutif), en impulsant des CILT 55  
 locales et des comités de boîtes, les différentes facettes de l'exploitation pourraient être ainsi synthétisées, discutées, pour 55  
 en retour alimenter toute l'organisation et son milieu par le biais des organes de presses nationaux, locaux et d'entreprise. 55  
 Avec bien évidemment des remontées sur les discussions politiques dans ces différents milieux, telles qu'elles se mènent 55  
 par ceux et celles d'« en bas », par rapport aux attaques du gouvernement et du patronat, de la gauche institutionnelle, de 55  
 la droite et de l'extrême droite, les répercussions de la politique internationale... C'est à partir de là que le parti pourrait 60  
 décider d'interventions et campagnes d'agitation. Ce serait la première tâche d'un parti qui se veut celui des exploités et 60  
 opprimés, et qui n'a pas renoncé à ce qu'il appelle dans son jargon « la centralité de la classe ouvrière ». 60

À partir de ce socle à consolider prioritairement, l'échafaudage du parti pourrait se construire. Les fondations de classe, 65  
 d'abord. La sève pour ensuite irriguer les nécessaires étages supérieurs qui, aujourd'hui et pour beaucoup, sont des co- 65  
 quilles bien vides, ou des structures qui vivent en vase clos. Fortes des discussions d'une base plus vivante et prolétaire, 65  
 les actuelles commissions, fondées sur des spécificités thématiques (écologie, économie, international) ou sur des oppres- 65  
 sions spécifiques (racisme, oppressions de sexe ou de genre) pourraient prendre corps et alimenter le parti en données et 65

1 analyses, en formations et discussions – en écho et retours aux questions émanant des comités. La commission formation 1  
 pourrait se fixer la tâche de planifier les initiatives de formation, et d'épauler si besoin celles existantes ; de concevoir aus-  
 si des formations plus basiques d'accueil des nouveaux et nouvelles militants et militantes, de cycle d'initiation au  
 marxisme révolutionnaire. Il faudrait à ce parti une colonne vertébrale, à partir d'une base solide et qui permette de le faire  
 5 vivre comme un tout – certainement divers mais néanmoins cohérent et solidaire. 5

**Ce qui ne peut plus durer, ce n'est pas l'existence du débat démocratique, même contradictoire, de la diversité de  
 nos expériences, dans un même parti. En revanche, ce qu'il faut fondamentalement modifier et améliorer, c'est  
 l'échange entre nos pratiques, les « retours d'expériences », une réelle centralisation de nos implantations, de nos  
 10 interventions en lien avec nos débats programmatiques et stratégiques, permettant de discuter et confronter réel- 10  
 lement entre nous, quelles que soient nos tendances, nos bilans, succès et échecs respectifs. Les efforts à ce niveau  
 seraient la meilleure issue de notre prochain congrès...**

15 15

20 20

25 25

30 30

35 35

40 40

45 45

50 50

55 55

60 60

65



# 1 Motions soumises à la discussion et au vote du 1

## 5 congrès par Démocratie révolutionnaire 5

10 Notre courant, Démocratie révolutionnaire, soutient la plate-forme « Actualité et urgence de la révolution », constituée par L'Étincelle et AetR, avec laquelle nous nous retrouvons sur la défense du NPA, d'un fonctionnement démocratique et sur deux points essentiels : la nécessité de rompre avec la politique d'alliance avec la Nupes pour engager une politique visant à l'unité des révolutionnaires. L'état de nos discussions et de nos relations n'ont malheureusement pas permis de construire une plate-forme commune. Nous le regrettons. Mais le congrès est le cadre tout désigné de ces discussions indépendamment et par delà 10 les plate-formes.

C'est pourquoi nous avons choisi de participer à ce débat, sans constituer de plate-forme, en soumettant à la discussion et au vote des AG préparatoires au congrès 3 motions qui pointent des thèmes qui sont au cœur de la discussion sur la période et nos tâche :

15 - Contre la folie guerrière de Poutine, contre les USA et l'Otan, auteurs de guerre, pour une paix démocratique respectant le 15 droit des peuples, solidarité internationaliste des travailleurs

- La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre l'offensive d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale

20 - Faire vivre la démocratie, refonder le NPA, reconstruire le lien programme et stratégie révolutionnaires pour œuvrer à notre 20 unité

Nous militons pour qu'à l'issue du congrès puisse se constituer une nouvelle direction sur la base d'une orientation d'indépendance à l'égard du nouveau populisme de gauche, réformiste de la Nupes et soucieuse du respect du droit de tendance et de fraction, capable d'associer, ainsi que de respecter le droit à l'expérimentation. Le réarmement du NPA sera l'œuvre de ses militant.es.

25 Galia (91), Henri (65), Isabelle (33), Laurent (33), Yvan (91), membres du CPN 25

### Votes au CPN

30 **Motion 1 : 5 Pour 32 Contre 1 Abstention 14 NPPV**

**Motion 2 : 12 Pour 25 Contre 1 Abstention 15 NPPV** 30

**Motion 3 : 5 Pour 25 Contre 7 Abstentions 16 NPPV**

\*\*\*\*\*

### 35 **MOTION 1 : CONTRE LA FOLIE GUERRIÈRE DE POUTINE, CONTRE LES USA ET L'OTAN, FAUTEURS DE GUERRE, POUR UNE 35 PAIX DÉMOCRATIQUE RESPECTANT LE DROIT DES PEUPLES, SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE DES TRAVAILLEURS**

La folle escalade guerrière de Poutine combinée à celle des vieilles puissances impérialistes regroupées dans l'Otan sous la houlette des USA constitue une dramatique illustration des tendances à l'œuvre dans le capitalisme financiarisé mondialisé.

40 Nous sommes confrontés à une situation inédite produit du développement du capitalisme qui atteint ses limites historiques. 40 Devenu pléthorique, le capital étouffe sous son propre poids, ne trouvant plus les moyens de satisfaire sa boulimie de profits. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige, le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose à travers l'intervention des États et des banques centrales. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée, le militarisme et la guerre.

45 L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine, il y a plus de cent ans, est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure de répondre 45 à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a globalisé la concurrence, il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur, générateur d'un état de guerre permanent.

50 Si la Chine et les pays dits émergents intégrés au marché mondial lui ont permis de trouver un nouveau souffle en lui fournissant des millions d'esclave salariés jusqu'à la crise de 2008-2009, aujourd'hui ces puissances contestent l'hégémonie américaine. Elles remettent en question le monde unipolaire que voudraient perpétuer les USA -America great again- en associant leurs alliés à leur offensive dans le cadre de l'Otan qui constitue ainsi le principal facteur de guerre.

55 La concurrence entre les capitaux se joue de plus en plus sur le terrain militaire soit directement par la guerre soit par la montée du militarisme, la course aux armements comme instrument dans la compétition économique, une compétition acharnée 55 pour augmenter les profits à laquelle le monde du travail, les classes populaires, les peuples paient un tribut de plus en plus lourd. Le droit des nations est bafoué par ceux-là mêmes qui prétendent le défendre pour justifier leur militarisme.

Dans leur monde capitaliste, tout obéit à la logique des rapports de force, de domination. Le vernis démocratique que les puissances les plus riches essaient de donner à leur propre politique pour imposer leur domination est une illusion, un masque derrière lequel se cache la violence réactionnaire du dollar et de l'armée, de Wall street et du Pentagone.

60 Et c'est bien en obéissant à la logique de ces rapports mafieux qui régissent les rapports entre les États qu'a agi Biden, poussant 60 la Russie à la faute sans jamais lui offrir la moindre porte de sortie, au risque d'une folle escalade militaire en instrumentalisant le nationalisme ukrainien et les ambitions de Zelensky contre l'hystérie guerrière grand russe. Il a, en toute conscience, mené un bras de fer diplomatique-militaire pour « mettre la Russie à genoux ». C'est le même scénario qui est en train de se dérouler autour de la question du statut de Taïwan contre la Chine.

65 Les travailleurs, les peuples n'ont d'autres moyens pour contrecarrer cette terrible logique, la menace de guerre nucléaire, 65

1 dont personne n'a la maîtrise ni le contrôle, qu'une politique de classe totalement indépendante de toute défense de « l'État national », de tout nationalisme, chauvinisme, xénophobie et fondée sur la solidarité, la fraternisation des peuples, leur coopération. Nous combattons toute union nationale. 1

Notre tâche est de développer dans le monde du travail et la jeunesse la compréhension du lien inextricable entre la guerre et l'exploitation, entre le militarisme et l'inflation, entre le capital, la guerre économique et la crise écologique. Se battre contre la vie chère et la guerre est un même combat de classe qui pose la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie par et pour les exploités en vue de la réorganisation socialiste de l'économie fondée sur la coopération des peuples. 5

Nous dénonçons la propagande belliciste qui voudrait façonner l'opinion à l'idéologie et aux objectifs militaires des USA et de l'Otan avec en ligne de mire la Chine. Nous lions la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à la lutte des travailleurs contre la guerre par-delà les frontières, pour le socialisme, le communisme. 10

\*\*\*\*\*

## 15 MOTION 2 : LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE, PARTIE INTÉGRANTE DE LA LUTTE CONTRE L'OFFENSIVE D'UN CAPITALISME EN DÉCOMPOSITION, UNE LUTTE GLOBALE 15

La montée des idées réactionnaires a deux origines essentielles : la décomposition du capitalisme et un effondrement des partis de gauche, qui ont participé pleinement à l'offensive libérale de ces dernières années.

Le capitalisme est hors de contrôle, pris entre l'inflation et la dette qui explose avec l'augmentation des taux d'intérêts. Qu'importent la récession et le chômage, la bourgeoisie se prépare à frapper dur pour tenter de sauver ses profits, son système, contre les classes populaires, y compris les couches petites bourgeoises perdantes de la mondialisation. 20

Partout, cette offensive économique et sociale des classes dominantes s'accompagne d'une offensive idéologique réactionnaire contre les acquis démocratiques qui leur ont été imposés en instrumentalisant les inquiétudes et les peurs d'une fraction des classes populaires et du monde du travail désarmés, sans perspective.

Ici, anticipant le développement de la lutte de classe, toutes les forces de droite se disputent le terrain, de Le Pen à Macron en passant par Ciotti, Darmanin et autres. Ils se nourrissent d'une idéologie de classe qui ne connaît pas les barrières entre droite, droite extrême et extrême droite. 25

Le RN n'est pas un parti « à part », « hors système ». L'extrême-droite est un courant profondément ancré dans l'histoire de la bourgeoisie, de son appareil d'État et de son armée. Il prospère aujourd'hui sur la décomposition du capitalisme, la paupérisation des classes populaires, le déclassement des classes moyennes et les peurs, les frustrations, les préjugés nationalistes, chauvins, xénophobes instrumentalisés par les classes dominantes et leurs serviteurs. 30

Face à cette offensive réactionnaire, il est illusoire de combattre l'extrême-droite par des appels incantatoires à « l'unité », au nom du front unique alors que les partis de gauche portent une lourde responsabilité dans sa montée, ou par des proclamations antifascistes, des dénonciations morales, sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, la République, ses institutions, son État, son armée et sa police. 35

La politique des appels unitaires est piégée par la défense des « valeurs de la République » de cette gauche moulée dans les institutions, comme ils le sont par la politique de défense de la « République » et du « dialogue social » des directions syndicales.

Alors que l'extrême droite fait son fond de commerce de « la défense de notre mode de vie » menacé par les étrangers ou que Macron déclare qu'il va falloir « payer le prix de la liberté », nous défendons fermement les idées internationalistes en combattant l'égoïsme national sous toutes ses formes. 40

Nous ne combattons pas l'extrême-droite, comme les profonds reculs sociaux en cours, sans une politique pour intervenir politiquement dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre.

C'est sur ce terrain que nous pouvons construire un rapport de force, ce qui signifie gagner les masses, en particulier la fraction du monde du travail qui vote RN, à leurs propres intérêts, en formulant des réponses face à l'offensive capitaliste actuelle. 45

La place de tous les antifascistes que nous sommes est au cœur des luttes et mobilisations du monde du travail, des femmes, de la jeunesse pour œuvrer à rassembler les exploités autour d'un programme de contestation sociale qui ouvre une perspective progressiste à toutes les victimes de la faillite des classes capitalistes, la perspective de la conquête du pouvoir la prise en main de la société pour en finir avec le capitalisme prédateur et destructeur. Élaborer, formuler, populariser, rendre crédible ce programme doit être au centre de nos préoccupations, de notre activité. 50

\*\*\*\*\*

## 55 MOTION 3 : REFONDER LE NPA, FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE, RECONSTRUIRE LE LIEN PROGRAMME ET STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRES POUR ŒUVRER À NOTRE UNITÉ 55

Face à l'essor international des luttes de classes en réponse à l'offensive tous azimuts des classes dominantes, face à l'impasse de la gauche réformiste et populiste ainsi qu'aux divisions du mouvement révolutionnaire, le congrès a pour enjeux de préserver le NPA, son projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, de nous donner les moyens de le renforcer, de lui donner une nouvelle dynamique. Il en est de l'intérêt de toutes et tous.

La fuite en avant de l'ancienne majorité qui prétend mettre au pas les tendances et fractions sous la menace d'une scission ne peut être que préjudiciable à l'ensemble du NPA, y compris aux camarades qui se reconnaissent dans l'orientation politique de cette dernière, préjudiciable à l'ensemble du mouvement. 60

Nous avons certes besoin de libérer notre fonctionnement du parlementarisme de fraction qui parasite pour créer des relations vivantes, militantes, dynamiques, rétablir des relations de confiance. 65  
Militer ensemble, surmonter les habitudes des uns et des autres liées à nos histoires différentes, ac-

1 cepter nos divergences tactiques est un défi pour nous toutes et tous. 1

Tentative de surmonter ces difficultés, le NPA est un acquis auquel nous sommes toutes et tous attaché.es. Faire fructifier cet acquis est d'abord et avant tout une question d'orientation comme le sont les questions organisationnelles et de fonctionnement. Mettre en œuvre une politique de construction, c'est comprendre qu'il n'y a pas de raccourci sur le chemin de la construction d'un parti révolutionnaire des travailleur.ses. 5

C'est bien pourquoi surmonter la crise du NPA, c'est trancher la discussion entre deux orientations. 5

La dérive sectaire à l'égard de sa gauche, opportuniste vis-à-vis de sa droite, de l'ex-majorité a franchi une étape lors des municipales sur Bordeaux avec l'accord entre Philippe Poutou et LFI, puis aux régionales en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie sans réel débat démocratique préalable. La campagne présidentielle, même si nous étions toutes et tous favorables à une candidature du NPA mise à part une minorité de la majorité, a eu pour orientation la construction d'une « gauche de combat », positionnant le NPA comme aile anticapitaliste de ce qui allait devenir la Nupes. L'appel à voter Nupes aux législatives a renforcé cette évolution y compris sur le plan organisationnel. La politique de scission mise en œuvre sur Bordeaux et en Aquitaine est devenu la politique nationale de l'ex-majorité. 10

Il aurait été possible d'enrayer cette évolution il y a deux ans, en mettant en œuvre la décision quasi unanime du Cpn de juillet 2020 de s'atteler à la tâche d'élaborer un document programmatique qui définisse le NPA et ce qui nous rassemble. L'ex-majorité n'en a pas voulu. Cela demeure la seule méthode pour dépasser nos divisions et nous rassembler démocratiquement dans un cadre commun. Nous avons besoin, après des années de recul et de division, de reconstruire le lien entre stratégie révolutionnaire et programme révolutionnaire plutôt que nous opposer sur des questions tactiques du fait de notre incapacité à y parvenir. 15

LFI, la Nupes constituent une machine électorale, parlementaire et à vocation gouvernementale cimentée sous la houlette de Mélenchon par les seuls intérêts des appareils de gauche qui s'y regroupent. C'est bien cette politique qui constitue un « obstacle » à la construction d'un parti pour l'émancipation et non le NPA. 20

Plus que jamais du fait de l'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé, le réformisme fût-il relooké par les influences populistes n'a aucun avenir. 20

Une nouvelle génération militante émerge. Nous devons lui offrir un cadre ouvert et démocratique pour s'éduquer et agir, un cadre rompant avec le sectarisme, unitaire vis à vis du mouvement révolutionnaire pour œuvrer à la construction d'un front des révolutionnaires en mesure d'influencer le cours des choses, de donner force à leurs aspirations. 25

L'indépendance de classe vis à vis des réformistes, des appareils parlementaires et syndicaux en est la condition comme elle est la condition pour mettre en œuvre une orientation politique réconciliant stratégie et programme révolutionnaire. 25

En conclusion des orientations qui se définiront à travers nos discussions et décisions, les différents courants constitués à l'issue du congrès devront décider en toute transparence de leurs relations et du fonctionnement de la direction et de l'ensemble du NPA afin de mettre en œuvre une orientation et une direction soucieuse d'associer l'ensemble du NPA à sa construction, d'un faire un cadre militant ouvert et dynamique capable d'accueillir celles et ceux qui regardent vers nous. 30

C'est le défi que nous devons relever. 30

## 35 **Motion sur la prise en charge des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein du NPA** 35

40 *Commission nationale d'intervention féministe* 40

*Votes au CPN : 25 Pour, 0 Contre, 6 Abstentions, 22 NPPV*

45 Notre organisation n'étant pas en dehors de la société, il peut malheureusement s'y produire, comme ailleurs, des violences sexistes et sexuelles auxquelles nous sommes tenues d'apporter des réponses pratiques et politiques. 45

La première action à entreprendre en matière de lutte contre les VSS est la prévention. Pour cela nous devons renforcer notre intervention féministe dans les comités, en particulier la formation et la création de cadres de discussion féministe en mixité ou non. 50

Pour cela, le NPA met en place :

- Une formation de base obligatoire sur le féminisme au moment de l'adhésion.
- La distribution dans toutes les fédérations du 4 pages de formation sur les violences sexistes et sexuelles.
- Des formations régulières dans les fédérations, assurées soit au niveau local, soit par la CNIF en fonction des besoins.
- Rappel des règles de consentement au moment des rencontres physiques de notre parti (UDT, formations).
- L'aide à la création de commissions féministes locales et le soutien pour la tenue de cadre non mixte lorsque les camarades en éprouvent le besoin.

Lorsque malheureusement la violence s'est produite, notre organisation doit être en mesure d'apporter des réponses collectives et politiques qui auront des conséquences pratiques pour assurer la sécurité des victimes et de l'ensemble de l'organisation. 60

Nos statuts disposent d'ores et déjà des éléments suivants :

*Une commission de médiation (CM) est mise en place au congrès. Elle est paritaire femmes/hommes et inclusive de toutes les minorisées de genre. Lorsqu'elle est saisie, elle fait des propositions pour régler les problèmes qui lui sont soumis. Dans le cas où des sanctions sont envisagées, afin de permettre aux camarades de se préparer, ils/elles disposent d'un délai d'une quinzaine de jours minimum avant de rencontrer la commission. Dans ce cas également le délai entre la saisine et la notification* 65

- 1 des sanctions est de 6 mois maximum. Toutes les parties ont droit à un accompagnement par le/la/les camarade(s) de leur 1  
choix (3 camarades maximum). Elles sont également informées régulièrement de la progression de la procédure ainsi que de  
la mise à jour du dossier, dont la CM doit assurer la confidentialité. En cas de demande d'une des parties, la CM l'entend en  
séance plénière.
- 5 Cas particulier des violences sexistes : La CM est saisie par la victime ou par un-e militant-e du parti avec l'accord de la vic- 5  
time. Il y a présomption de véracité et d'innocence de la victime ce qui n'est pas contradictoire avec le fait d'assurer les droits  
à la défense de la personne accusée. En cas de saisine de la CM pour un problème de violences sexistes, et avec l'accord de la  
victime, des mesures conservatoires sont immédiatement prises (suspension de la présence en réunion, dans les cortèges et  
points fixes du parti (prise en charge du SO), des réunions unitaires...). Elles s'appliquent automatiquement, dès réception de  
la saisine par la CM, et du fait qu'il n'y a pas d'examen du dossier, ne constituent aucunement une indication de culpabilité. Le 10  
CE notifie la suspension à l'accusé et à son comité.

Le NPA décide de compléter ce dispositif par les mesures suivantes, qui ne sont ni contradictoires ni substitutives des dé-  
marches qui peuvent être entreprises dans la société civile ou vers la justice :

- 15 - Modifier le nom de la commission de médiation pour éviter toute ambiguïté sur la manière de traiter de les VSS. La 15  
commission s'appellera désormais commission de médiation et de prise en charge des VSS (CMPCVSS). Sur les cas de VSS, la  
CM travaille en lien avec la CNIF en assurant la confidentialité des dossiers./
- OU/**
- 20 - Créer une cellule spécifique de prise en charge des VSS (CVSS), non-mixte, paritaire, élue par le congrès et distincte 20  
de la CM. Elle doit prendre en charge l'ensemble de la procédure dans les mêmes modalités que la CM. Elle sera spécifique-  
ment formée pour traiter de ces questions-là et sera distincte de la CNIF.
- La formation systématique des membres de la CMPCVSS/CVSS en début de mandat et une fois par an sur les vio- 25  
lences sexistes et sexuelles et en particulier l'accueil des victimes.
- Après mise en œuvre de notre procédure interne et en cas d'exclusion provisoire ou définitive pour VSS, les autres 25  
organisations syndicales ou associatives auxquelles appartient l'agresseur sont informées de l'accusation en termes géné-  
riques et des mesures prises.
- La CNIF/CVSS ou des cadres locaux (CIF, direction locale...) proposent systématiquement un cadre d'écoute des vic- 30  
times en non-mixité.
- La CNIF/CVSS ou des cadres locaux aident à la rédaction des faits circonstanciés et à la caractérisation de ces faits. 30  
- La CNIF propose systématiquement en lien avec la CM/CVSS une discussion dans les comités de l'agresseur et de la  
victime avec par exemple des formations mais aussi des discussions en non mixité.
- 35 Concernant la réintégration d'agresseur ayant fait l'objet ou non d'une procédure de la CMPCVSS/CVSS, celle-ci ne peut avoir 35  
lieu qu'aux conditions ci-dessous :
- Reconnaissance des faits par l'agresseur, excuses présentées.
- Engagement de l'agresseur dans un processus de formation interne ou externe sur les VSS.
- Engagement de réparation matérielle auprès de la victime : prise en charge des frais engagés (psy, médecins, frais 40  
en cas de séparation dans les violences conjugales...) à fixer via les recommandations de la CM. 40
- Engagement de l'agresseur dans une démarche personnelle pour comprendre et prévenir l'apparition de comporte- 40  
ments violents (suivi psychologique etc.).
- Pas de tâches de représentation du parti ou de direction pendant une durée proposée par la CMPCVSS/CVSS.
- Travail en bonne intelligence avec la victime pour la gestion des "points de contacts" (réunions, AG, manifesta- 45  
tions...); si la victime en exprime le besoin alors l'agresseur doit se mettre en retrait de ces occasions. 45
- Avant toute réintégration, l'agresseur est auditionné par 3 camarades conjointement (un.e membre de la CMPCVSS/ 45  
CVSS, un.e membre du CE, une membre de la CNIF). Suite à cette discussion, la réintégration est soumise ou non au comité  
dans lequel la réintégration est demandée.
- Dans les cas où cela serait possible, la réintégration des camarades concernés pourrait être notifiée aux autres orga- 50  
nisations (syndicales et/ou associatives) dont le camarade fait partie, en indiquant que cette réintégration se fait dans le cadre 50  
de notre protocole.

## 55 **Résolution sur l'orientation féministe** 55

Commission nationale d'intervention féministe

Votes au CPN : 27 Pour, 0 Contre, 8 Abstentions, 17 NPPV

- 60 La situation globale est caractérisée par des crises : crise du Covid, crise climatique, crise économique, guerre en Ukraine... 60  
Les femmes sont souvent en première ligne de ces crises : face au Covid elles constituent la majorité  
des soignantes, face aux crises climatiques elles sont les premières impactées, face aux crises éco-  
nomiques, notamment sur la question du pouvoir d'achat, elles sont encore une fois plus précaires ● ● ●
- 65 (temps partiels imposés, inégalité salariales, soins aux enfants), dans les situations de guerre elles

1 subissent les viols de guerre puis l'impossibilité de pouvoir avorter. 1  
 Au niveau international, une nouvelle vague de mobilisations féministes s'est développée depuis la moitié des années 2010. Cela entraîne des contradictions avec à la fois des luttes massives qui permettent des victoires comme en Argentine, en Colombie ou au Mexique où le droit à l'avortement a été arraché, et à la fois des attaques et des reculs notamment au niveau de l'accès à l'IVG comme on a pu le voir aux Etats-Unis, en Pologne etc. 5

5 En Iran, à partir de la question du port du voile obligatoire et le meurtre de Masha Jinah Amini il y a un mois, la lutte est devenue un vaste mouvement de la société Iranienne dans son ensemble contre le régime. Si on ne peut pas encore présumer de la suite en Iran tant la répression est féroce, on le voit, les luttes féministes peuvent entraîner des mouvements globaux. Les femmes ont également été une force motrice dans la révolution soudanaise qui continue.

10 La crise du Covid ayant eu également pour effet de révéler la place centrale des femmes, souvent racisées, dans les secteurs essentiels, les questions d'inégalité salariale et de conditions de travail ont provoqué les mobilisations du 22 septembre dans la santé - secteur particulièrement féminisé - et le 29 septembre interprofessionnelle où des secteurs féminisés tels que l'éducation nationale étaient également largement mobilisés. 10

15 En France et ailleurs, les mobilisations se construisent autour de dates clefs comme le 28 septembre, journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement, le 25 novembre, journée internationale de luttes contre les violences faites aux femmes, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, mais aussi d'autres dates en fonction des réalités locales et historiques, comme en Suisse le 26 juin pour la grève féministe. 15

20 Dans ces nouvelles mobilisations, les mots d'ordre des mobilisations féministes s'articulent donc majoritairement autour de trois dimensions : 1/ la question de l'accès et l'extension des droits reproductifs (IVG, PMA, droits des personnes trans), 2/ celle de la lutte contre les violences dans toutes les sphères de la société et 3/ la question des inégalités salariales ou dans la prise en charge des tâches domestiques. 20

25 Le NPA poursuit son orientation de construction d'un mouvement féministe large et unitaire autour de ces différentes échéances au niveau local et national. En particulier il fait tout pour favoriser la convergence des différentes générations de féministes, qui peuvent souvent porter et exprimer des revendications, notamment autour du droit de disposer de son corps, de façon différente – du moment que l'inclusivité dans le mouvement n'est pas remise en question. Il oeuvre également à la construction collective de la grève féministe par les syndicats et le mouvement féministe. Dans cette perspective, des camarades du NPA participent aussi bien aux structures traditionnelles du mouvement (collectifs unitaires, commissions syndicales, associations...) qu'à la coordination féministe nationale et à ses déclinaisons locales. 25

30 La solidarité internationale sur la question de l'IVG notamment avec les femmes des USA, de Pologne, des Ukrainiennes réfugiées et avec les femmes dans les vastes mouvements populaire comme en Iran et Soudan, doit être présente dans toute notre apparition féministe. De façon symétrique, la question féministe doit apparaître de façon transversale dans notre intervention sur les questions internationales, sociales, etc... Il en va de même pour les mobilisations du monde du travail qui ne manqueront pas d'émailler les prochains mois : la question féministe doit y être articulée. 30

35 Autour de la grève féministe du 8 mars les camarades du NPA prendront appui sur les appels syndicaux pour expliquer la notion de la grève féministe sur les lieux de travail; iels promouvront l'appel dans les universités, et dans la mesure du possible par les collectifs locaux. Des efforts d'explication doivent être faits pour convaincre que c'est une grève qui concerne toutes les femmes, toutes celles sans lesquelles la société dans ensemble (y compris la sphère domestique) ne fonctionnerait plus. 35

40 En même temps sur la question des violences, en plus de la mobilisation autour du 25 novembre (dans certaines ville et notamment en région parisienne Nous Toutes appelle pour le 19 novembre), cette rentrée est marquée par un "Me Too politique" et notamment les réactions catastrophiques de certains dirigeants de la France Insoumise ou d'EELV. Tout en participant au cadre interorganisation sur les VSS, le NPA se démarque de ces pratiques. S'il nous reste des progrès à faire, notre prise en charge des VSS au sein de notre organisation a pour priorité l'écoute et le soutien des victimes, la transparence dans la procédure etc. 40

45 Notre priorité est d'abord la prise en charge des VSS et le soutien aux victimes et non la réputation du parti, le traitement de ces violences font avancer l'ensemble de l'organisation il ne faut donc ni les minimiser, ni les cacher. Nous sommes persuadées que c'est cela qui permettra de donner aux femmes et à toutes les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles toute leur place dans notre organisation. 45

## 50 **Une orientation anticapitaliste dans les luttes LGBTI** 50

*Motion de la commission LGBTI*

*Votes au CPN : 10 Pour, 11 Contre, 4 Abstentions, 27 NPPV*

55 55

### **1) NOS CONDITIONS DE VIE :**

Depuis ces dernières années, le mouvement LGBTI a obtenu des avancées législatives, parallèlement accompagnées de nombreuses offensives contre nos droits.

60 **1.1) Des avancées législatives...** 60

La loi de 2016 a permis le changement de la mention de sexe à l'état civil sans besoin de preuves médicales, même si des tribunaux les réclament encore. En 2021, l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et l'interdiction des thérapies de conversion ont été votées.

65 Cependant, nous observons que ces avancées demeurent insuffisantes voire discriminantes, que ces lois sont mal appliquées, que l'accès aux droits est inégal selon les territoires. Leur application est souvent empêchée par la pression de l'extrême droite 65

1 et des réactionnaires. Ayant d'abord ciblé les homosexuel-le-s lors des débats autour du mariage pour tou-te-s en 2013, ces 1  
réactionnaires visent à présent les personnes trans en tentant de rétablir les thérapies de conversion, en créant des paniques 1  
morales et en faisant du lobbying auprès du gouvernement.  
Ces avancées ne sont que partielles et divisent les LGBTI. La loi bioéthique interdit aux personnes trans l'accès à la PMA. L'ar- 1  
rêt des mutilations sur les personnes intersexes est systématiquement refusé à l'Assemblée Nationale. Telle est la politique 5  
menée par un gouvernement qui est ouvert à plusieurs personnalités politiques homophobes (Darmanin, Cayeux, Béchu, 5  
Lecornu...).

### 1.2) Des niveaux de vie différents mais des expériences communes des oppressions LGBTIphobes :

10 La population LGBTI n'est pas homogène et est répartie sur diverses couches sociales. Néanmoins, la majorité des personnes 10  
LGBTI sont des travailleur-euse-s. Les LGBTI existent collectivement comme groupe opprimé, c'est-à-dire éloigné des moyens 10  
de production, par la précarité et le chômage, mais aussi des moyens de reproduction comme la famille.  
La classe ouvrière est différemment produite et de fait, la valeur de la force de travail des fractions les plus précaires des LGBTI 1  
est minimisée. Ce qui contraint beaucoup d'entre nous à être exclu-e-s du salariat, à travailler dans des secteurs informels 15  
comme le travail du sexe, à des contrats précaires; mais également à un accès différencié aux moyens de reproduction. Pour 15  
les LGBTI les plus pauvres, l'accès aux droits sexuels et reproductifs (conservation de gamètes, procréation assistée, accès aux 15  
hormones et aux chirurgies) en est affaibli.  
Mais notre oppression n'est pas qu'économique et sociale. Selon l'ONG Transgender Europe, 331 personnes trans ont été as- 1  
sassinées entre le 1er octobre 2018 et le 30 septembre 2019 (3 314 depuis 2008). Des femmes trans, travailleuses du sexe, ont 20  
été assassinées ces dernières années comme Vanesa Campos ou Jessyca Sarmiento. Selon SOS Homophobie, les plaintes pour 20  
délits et crimes LGBTIphobes ont doublé (+ 106 %) entre 2016 et 2021. En France, il est difficile d'avoir des chiffres sur les agres- 20  
sions LGBTIphobes autrement que par les dépôts de plaintes, mais la réalité est plus alarmante sachant que quatre LGBTI sur 20  
cinq ne portent pas plainte en cas d'agression. Dans sa dernière étude sur les tentatives de suicides chez les LGBTI en 2014, 25  
SOS Homophobie indique que 0,9 % des hommes homosexuels ont déjà tenté de se suicider contre 0,3 % des hommes hétéro- 25  
sexuels, ce chiffre atteint 2 % chez les femmes lesbiennes contre 0,4 % chez les femmes hétérosexuelles et il monte à 18 % chez 25  
les personnes trans, les plus touchées par les tentatives de suicide.

## 2) NOTRE INTERVENTION

### 30 2.1) Où en est le mouvement LGBTI aujourd'hui ? 30

Plusieurs stratégies coexistent au sein du mouvement LGBTI. La stratégie réformiste est présente dès le début des mouve- 30  
ments de libération dans les années 70 – et elle s'accélère au cours des années sida – autour d'une politique de lobbying et 30  
d'interpellation des parlementaires. Si elle a pu obtenir plusieurs succès (dépénalisation des lois sur l'homosexualité, mariage 30  
pour tou-te-s, évolution des discours au sein du mouvement social sur les questions LGBTI...), son discours en faveur de l'inté- 35  
gration au système capitaliste bénéficie davantage aux personnes LGBTI aisées qu'aux plus défavorisées (issues des classes 35  
populaires, racisées, trans, migrantes, etc.). Elle empêche une critique en profondeur du capitalisme, favorise la marchand- 35  
sation des Prides et le pinkwashing. De plus, l'écroulement du PS a rendu plus difficile la politique de lobbying vis-à-vis des 35  
institutions, LREM oscillant entre "progressistes" et LGBTIphobes, le plus souvent au profit de ces derniers.  
En face, une orientation plus radicale, méfiante envers l'État et ses institutions, existe depuis les premiers mouvements po- 40  
litiques LGBTI. À l'heure actuelle, elle se définit comme intersectionnelle, ouverte à l'articulation entre LGBTIphobies et rac- 40  
cisme, mais également indépendante de l'Inter-LGBT (qui incarne la posture intégrationniste). Elle a permis de politiser toute 40  
une génération militante en mettant au jour les schémas de domination au sein des communautés LGBTI. Ses limites sont 40  
qu'elle tend à poser les questions politiques en termes individuels, autour notamment de la question des privilèges, c'est- 45  
à-dire des bénéfices que tire une personne de sa position dominante. Il ne s'agit alors plus de construire un mouvement de 45  
masse et large, pour gagner de nouveaux droits, mais uniquement des petits collectifs, plus radicaux et « safes » que les 45  
autres – et souvent éphémères. En découle une volonté de mettre à distance les syndicats et partis du mouvement ouvrier, ce 45  
qui s'explique d'autant plus par l'absence de campagnes politiques et de présence sur le terrain sur les questions LGBTI du 45  
mouvement ouvrier et de ses organisations.  
Le mouvement LGBTI est donc aujourd'hui à un carrefour. Le réformisme et le lobbying utilisé par l'inter-LGBT ont montré 50  
ces dernières années leur inefficacité alors que, de l'autre, la course à la radicalité sans stratégie réelle n'a pas été beaucoup 50  
plus efficace.

### 2.2) Notre intervention dans le mouvement

Le NPA doit continuer son objectif de construire un mouvement large et unitaire au niveau national et local. Il est de notre rôle, 55  
en tant que parti révolutionnaire, d'être force de proposition. De visibiliser notre hypothèse communiste, dans un moment où 55  
les forces réformistes comme la FI délaissent les questions LGBTI. Car ces mouvements mobilisent massivement – notamment 55  
les jeunes – et ont créé un réseau associatif important – construit nationalement et localement par des personnes concernées, 55  
des professionnel-le-s de santé et l'intégration d'organes féministes.  
Nous sommes dans un contexte où le mouvement LGBTI possède la potentialité d'être fort, mais à la condition qu'il accepte la 60  
transformation révolutionnaire de la société, et par conséquent l'alliance avec le mouvement ouvrier. Notre parti a proposé un 60  
programme, il lui faut maintenant être présent sur le terrain pour structurer ce mouvement. Le mouvement ouvrier n'en sera 60  
que plus fort si nous parvenons à mobiliser cette partie de notre classe.  
Notre stratégie, c'est de faire front et tenir tous les bouts en même temps. Tenir les bouts entre mou- ● ● ●  
vement ouvrier et mouvement LGBTI, tenir les bouts entre "groupes radicaux" et Inter-LGBT, tenir 65  
les bouts entre mouvement LGBTI et mouvement féministe pour le droit à disposer de son corps 65

1 librement. Ce n'est qu'ainsi que nous réussirons à entraîner l'ensemble du mouvement LGBTI dans la lutte contre le gouverne- 1  
 ment, contre l'extrême droite et le fascisme, contre le capitalisme, et que nous gagnerons de nouveaux droits.  
 Dans le contexte de la montée de l'extrême droite, les forces réactionnaires ciblent les LGBTI. Nous l'avons vu lors des mo-  
 5 bilisations contre le mariage pour tous, nous le voyons aujourd'hui dans les offensives anti-trans qui tentent de diviser nos 5  
 mouvements sociaux. L'évolution de la réaction nous force à adapter notre intervention car fortifier le mouvement LGBTI de-  
 vient une revendication antifasciste. Contre la marginalisation des questions LGBTI, nous affirmons que défendre les reven-  
 dications du mouvement LGBTI, c'est défendre les droits d'un des groupes les plus opprimés au sein des classes populaires.

### 3) NOTRE ORIENTATION

10 Notre texte d'orientation générale propose trois axes principaux d'intervention : 10

#### 3.1) La question de la libre disposition de nos propres corps.

Nous devons revendiquer l'amélioration de l'accès des droits reproductifs et leur extension, c'est-à-dire la PMA pour tou-te-s,  
 le remboursement par la sécurité sociale de tous les frais de transitions, la libre disposition de nos gamètes. Nous nous bat-  
 15 tons également contre les violences médicales, notamment les thérapies de conversion et les mutilations à l'encontre des 15  
 personnes intersexes.

#### 3.2) Contre l'extrême droite et les réactionnaires.

Partout à travers la planète, un mouvement réactionnaire se cristallise contre les personnes trans afin de pouvoir attaquer  
 20 ensuite les droits des femmes (notamment l'IVG), les droits des personnes LGBTI, comme on a pu le voir aux États-Unis. En 20  
 France, elle prend notamment la forme de groupes « de réflexion », comme l'Observatoire de la Petite Sirène (qui mêle méde-  
 cins, psychanalystes et ancien-ne-s militant-e-s de La Manif Pour Tous), ou de groupes pseudo-féministes. Ces groupes dif-  
 fusent des tribunes, et font du lobbying auprès du gouvernement, des député-e-s, des institutions pour rétablir les thérapies  
 25 de conversion contre les personnes trans, mais également pour empêcher toute transition, toute reconnaissance sociale de la 25  
 transidentité.

Cette montée des idées transphobes a lieu en marge et en partie à l'intérieur du milieu féministe. Des groupes se structurent,  
 en France et à l'international, en lien avec la droite réactionnaire, l'extrême droite et les fondamentalistes religieux, pour atta-  
 30 quer les droits des personnes trans. Sous couvert de défense des droits des femmes, ces groupes constituent une menace pour 30  
 les personnes trans, mais aussi pour le reste de la communauté LGBTI et pour les femmes. Nous devons refuser et combattre  
 cette instrumentalisation.

Nous devons redoubler de vigilance sur ces questions. Cela passe par un travail de veille, de formation dans nos organisa-  
 tions, de construction de cadres dans lesquels les personnes trans peuvent militer en toute sécurité, mais également de prise  
 35 en compte de leurs problématiques. De la même façon, un travail spécifique de formation des services d'ordre pour apprendre 35  
 à reconnaître les groupes transphobes, qui se font passer pour des organisations féministes « classiques » en manifestation,  
 et comprendre leur politique devra être mené, afin que les personnes trans et leurs soutiens sachent qu'elles peuvent mani-  
 fester en toute sécurité.

Dans le même temps, puisque les attaques sont mondiales, nous devons défendre une politique internationaliste : accueil et  
 régularisation des sans-papiers et des migrant-e-s LGBTI, prise d'initiatives de soutien avec les LGBTI opprimé-e-s à travers la  
 40 planète par l'organisation de rassemblements et de réunions publiques, etc. 40

#### 3.3) Contre l'austérité.

Fortement exclu-e-s du salariat, nous sommes parmi les premier-e-s touché-e-s par les réformes de l'Assurance-Chômage.  
 Nous revendiquons la fin de ces réformes, l'augmentation massive des salaires et des minimas sociaux, la fin de la précarité.  
 45 De la même manière, le travail du sexe (ou prostitution) est aujourd'hui le seul moyen de subsistance pour nombre de per- 45  
 sonnes LGBTI, en particulier les personnes trans (et parmi celles-ci, les femmes trans, notamment migrantes), c'est pourquoi  
 nous nous battons pour l'abrogation de la loi de pénalisation des clients de 2016, contre le harcèlement policier. L'État doit  
 créer des emplois dans les services publics, ouvrir des centres d'accueil pour les jeunes LGBTI rejetés par leur famille, mais  
 également investir dans la formation et le recrutement des fonctionnaires et des agents de l'éducation nationale.

### 4) QUELLE PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS LGBTI DANS NOTRE PARTI ?

Le NPA n'évolue pas hors de la société et est traversé par les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation en son  
 sein. C'est pourquoi la construction de notre parti comme un outil politique accueillant pour les personnes LGBTI et utile à  
 leur intervention doit être un enjeu clé. La campagne présidentielle incarnée par notre camarade Philippe Poutou a donné  
 50 une place aux questions LGBTI dans ses discours. Si de nombreux jeunes ont pu rejoindre le parti à l'occasion de celle-ci, il 50  
 reste encore beaucoup à faire pour une prise en compte réelle des questions LGBTI dans notre organisation.

Pour cela, nous devons aussi porter une attention particulière à la préparation par tou-te-s de l'organisation des échéances  
 spécifiques (Prides, Marches lesbiennes, Existransinter, Journée du Souvenir Trans mais également 25 novembre, 8 mars...)  
 Un travail d'analyse et d'élaboration doit être mené en lien avec les autres commissions et en particulier la CNIF, les commis-  
 60 sions santé, antifasciste, antiraciste, d'intervention sur les lieux de travail et formation. La rédaction des communiqués de 60  
 presse, de notre matériel propre, d'articles pour l'Anticapitaliste hebdo et revue, de vidéos pour youtube et les réseaux sociaux  
 doit être animée par la Commission LGBTI puis débattues et votées si nécessaire par les instances décisionnelles du NPA (CPN  
 et dans l'impossibilité le CE) pour une réelle appropriation par les membres de la direction de notre parti.

La Commission LGBTI est donc mandatée pour animer l'intervention du parti sur ces questions. Pour cela, une meilleure  
 coordination doit être mise en place avec le CE, le CPN, le BSJ, et les différentes instances locales de direction. Cela est indis-  
 65 pensable pour construire l'apparition du NPA lors des différentes échéances. La réflexion entamée sur le fonctionnement de 65

1 notre parti doit prendre en compte les oppressions spécifiques et les dominations existant au sein de celui-ci, en particulier 1  
ici les LGBTIphobies. Nous devons développer la prise en compte de ces problématiques dans la formation (en incluant les 1  
femmes, les personnes LGBTI et les jeunes dans la commission nationale de formation, en produisant du matériel, en finan- 5  
çant les trajets de formateur-ices pour répondre aux demandes...). La commission LGBTI souhaite avoir une démarche volon- 5  
tariste de formation auprès des différents comités.  
Si cette politique ne peut être appliquée par l'ensemble du parti, alors les personnes LGBTI gagnées à notre parti s'en 5  
éloigneront.

## 10 Organisation de la réunion nationale des comités 10

*Proposée par l'ARC*

15 *Votes au CPN : 11 Pour, 1 Contre, 17 Abstentions, 22 NPPV* 15

La réunion nationale des comités est organisée tous les ans. Le premier CPN issu du congrès désigne une commission d'animati-  
on de la réunion nationale des comités. L'objectif est qu'elle soit renouvelée lors de la réunion annuelle des comités.

Elle sera chargée exclusivement :

20 -de fixer la date de la réunion nationale des comités, et de coordonner les comités en vue de son organisation ; 20  
-d'animer la liste échanges-comités et s'assurer du bon accès de tous les comités ;  
-y publier un bulletin des comités, qui synthétise les échanges de la liste, les remontées des manifestations et recense l'en-  
semble des formations disponibles aux comités.

Les comités assisteront la commission dans la collecte d'informations, via la liste échanges-comités.

25 25

## Organiser la rotation des mandats

30 *Salomé (Orléans, ARC), Beub (Pantin, ARC), Colin (Bordeaux, ARC)* 30

*Votes au CPN : 3 Pour, 19 Contre, 15 Abstentions, 14 NPPV*

35 Le 2e congrès du NPA en 2013 avait adopté le principe de la rotation des mandats de direction avec un maximum de 4 35  
mandats. Deux congrès ont suivi en 2015 et 2018. À cause de la pandémie, nous n'avons pas eu de congrès depuis 2018.

Tous les dirigeantEs éluEs au CPN depuis le 2e congrès (2013), et qui y seraient éluEs à nouveau à ce congrès, achèveront  
leur quatrième et dernier mandat au prochain congrès dans 2 ans. Pour respecter les votes de 2013 et pour éviter une panne  
totale de direction d'ici 2 ans, le nombre d'élus au prochain CPN qui entamera son 4e mandat sera limité à 50 % du CPN  
actuel. Ce maximum s'appliquera aux titulaires et aux suppléants sans distinction.

40 40

45 45

50 50

55 55

60 60

65



# Pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle: intégrer enfin les autres animaux sentients à notre projet politique

Mathilde Millat et Camille Nashorn

Voici une motion que nous souhaitons soumettre au vote des AG locales. Si un-e camarade souhaite s'en saisir et la défendre il peut nous contacter par mail ([camille.nashorn@laposte.net](mailto:camille.nashorn@laposte.net)) ou par téléphone (06 72 05 75 56 et 07 89 84 33 61).

«La violence moderne exercée sous les formes industrielles contre les animaux est indissociable des formes de violence infligées à la nature et aux êtres humains eux-mêmes, dans le travail, ou, sous la forme extrême des camps. De quelque façon qu'on la qualifie, la violence infligée aux animaux ne manquera donc pas «d'avoir des retentissements profonds (conscients ou inconscients) sur l'image que se font les hommes d'eux-mêmes». Corollaire logique: on ne saurait changer le monde sans changer aussi le rapport de l'humanité à l'animalité.» - Daniel Bensaid, Des animaux et des hommes

Les organisations politiques, y compris socialistes, communistes, écologistes et anarchistes ont trop longtemps ignoré la question animale. Pourtant, comme l'urgence d'agir contre la catastrophe climatique, la préoccupation pour la souffrance animale fait l'objet d'un large consensus scientifique mais aussi dans la population.

Le NPA, en accord avec la Déclaration de Cambridge, la théorie néodarwinienne de l'évolution et les connaissances éthologiques, reconnaît l'ensemble des vertébrés et des céphalopodes comme des individus sentients. Les membres de ces espèces et probablement d'autres espèces comme les crustacés, éprouvent comme les êtres humains la douleur, de nombreuses émotions, expriment leurs préférences et nouent des relations avec d'autres individus. Ils sont sujets d'une vie.

Les privations et les souffrances qui leur sont infligées ne sont pas imputables à des carences de moralité ou d'empathie de notre part, mais elles sont le produit d'une organisation politique et économique qui fait des autres animaux des moyens de production et leur dénie leur qualité d'être sensible, pensant, agissant. Nos relations aux autres animaux sentients ne sont pas naturelles, mais ce sont des rapports sociaux, déterminés politiquement et produits historiquement. La domestication, l'élevage, la chasse ou l'expérimentation animale n'ont pas toujours existé ni ne sont pratiqués de la même manière et ont tous été transformés par le capitalisme. La mise en propriété des autres animaux sentients, leur souffrance à une échelle industrielle, leur objectification faisant d'eux de pures marchandises et leur déniaient toute subjectivité, ainsi que la programmation de leur existence depuis leur naissance jusqu'à leur mise à mort, sont caractéristiques des rapports de domination et d'exploitation spécistes à l'ère du capitalisme industriel. Dire cela ce n'est pas réduire l'oppression des animaux à sa simple dimension capitaliste, en effet un processus révolutionnaire écosocialiste ne s'attaquera pas nécessairement aux structures de l'exploitation spéciste. Celles-ci sont historiquement et logiquement autonomes vis à vis du capitalisme et nécessitent donc une lutte et une attention spécifiques.

Les discours idéologiques visant à justifier le spécisme mobilisent tous les ressorts argumentatifs de l'extrême droite et de tous les réactionnaires: la naturalisation des rapports sociaux, la défense des traditions, l'essentialisme ou l'inégalité naturelle entre les groupes sociaux en fonction de leurs capacités réelles ou supposées. C'est pourquoi le spécisme est une justification idéologique de toutes les oppressions ; l'exemple de l'animalisation quasi-systématique des groupes humains dominés étant paradigmatique. Le NPA considère donc comme nécessaire d'opposer à ces justification un discours matérialiste, anti-naturaliste, antispéciste, anticapitaliste, féministe, antiraciste et anticapacitiste.

Les mouvements antispécistes et animalistes ont réussi à imposer la question animale et organisent un nombre non-négligeable de militantes et de militants, en indépendance, voire dans l'isolement, vis à vis de la gauche et des autres mouvements sociaux et écologique. Leurs succès partiels se heurtent pourtant à des obstacles de taille : l'État et la puissance économique de l'agro-industrie. Nous affirmons que l'État, instrument des classes dominantes, est un agent central du système spéciste et non un arbitre entre les militant-es animalistes et les entreprises agro-alimentaires. Le soutien économique qu'il apporte aux élevages, la désinformation aux sujets de la nutrition végétalienne qu'il diffuse au moyen de son PNNS, la répression brutale des antispécistes qu'il organise suffisent à le démontrer. Nous nous déclarons solidaires de celles et ceux qui affrontent les industries spécistes et l'État et affirmons que l'émancipation des autres animaux sentients passe nécessairement par le rapport de force, la confrontation et la rupture avec l'ordre spéciste-bourgeois.

Notre projet politique doit nécessairement inclure les autres animaux sentients; permettre l'émancipation de toutes et tous inclut de mettre fin à leur exploitation, de prendre en compte leur participation à l'activité sociale quand c'est le cas et d'intégrer en positif leur existence dans le fonctionnement de nos communautés politiques. Les autres animaux sentients doivent être considérés comme des fins et non plus comme des moyens.

Par conséquent :

- Le NPA soutient toute reconnaissance de la personnalité juridique des animaux et de leurs droits. Il appuie les réformes visant à abolir ou limiter l'exploitation animale pour le divertissement, l'alimentation, la recherche, les vêtements ou le commerce d'animaux dits « de compagnie ».
- Le NPA soutient et participe aux initiatives (campagnes, manifestations, actions directes ...) visant à dénoncer et à s'attaquer à l'exploitation animale.
- Le NPA promeut la végétalisation de l'alimentation : ses réunions publiques, meetings, université d'été proposent donc une nourriture exclusivement végétalienne.
- Le NPA se dote d'une commission antispéciste indépendante des autres commissions. C'est la conséquence organisationnelle

- 1 de la spécificité et de l'autonomie du spécisme. 1  
 · Le NPA intègre les autres animaux sentients à chaque partie de son programme ; l'agriculture, l'écologie, la santé, le travail, l'urbanisme, les incluent nécessairement.

## 5 La lutte contre l'antisémitisme 5

*Luiza (comité Cachan, FD 94)*

- 10 Jamais il n'y a eu autant de crimes antisémites en France depuis la seconde guerre mondiale. A cette résurgence de crimes 10  
 s'ajoute la multiplication de profanations de stèles mémorielles ou de tombes, et plus récemment, l'émergence d'une vague  
 antisémite et complotiste de masse qui a infiltré la lutte contre le pass sanitaire. Enfin, les dernières présidentielles ont vu  
 Zemmour réhabiliter Pétain et des dirigeants de la droite comme Ciotti prévoir de voter pour lui au second tour.  
 Il y a urgence à ce que notre parti se dote d'une structure organisant la formation des militants à la lutte contre l'antisémitisme  
 15 en général, ainsi que contre l'invisibilisation ou la relativisation de ce dernier, y compris dans nos propres rangs. Notre parti 15  
 prendra contact avec les associations ou structures de lutte contre l'antisémitisme et investira des camarades dans ce combat,  
 que ce soit au niveau local ou national par exemple, là où notre implantation le permet, le Réseau d'Action contre l'Antisémi-  
 tisme et tous les Racismes (RAAR), ou les organisations qui le composent ce dernier, qui sont à même de nous offrir des cadres  
 d'action appropriés, dans les villes où elles existent.  
 20 Enfin, notre parti veillera à inclure l'antisémitisme dans le cadre de l'intersectionnalité, en tant qu'oppression spécifique arti- 20  
 culée à d'autres formes de domination.

## Protection temporaire et droit d'asile 25

- 25 *Luiza (comité Cachan, FD 94)* 25

- Cette année a été marquée par un fait majeur au niveau européen : la directive européenne de protection temporaire, activée à  
 l'occasion de l'agression russe contre l'Ukraine, et dont la France a fait une interprétation restrictive. Depuis mars, notre presse  
 30 n'a jamais, -ne serait-ce que rendu compte de l'innovation que constituait la protection temporaire-, (ne parlons pas même pas 30  
 d'analyses ou des luttes menées à cette occasion). Notre parti n'a pas été traversé par le moindre débat sur la question.  
 - A l'heure où des milliers de Russes cherchent un abri en Europe, le débat devrait une nouvelle fois être relancé et une soli-  
 darité élémentaire activée. La rentrée 2023 va être marquée par le dépôt d'un projet de loi restreignant encore le droit d'asile.  
 Notre parti ne s'investit pas dans la défense du droit d'asile, qu'il n'évoque en général dans sa presse que sous le prisme du  
 35 droit au logement, mais sur le fond, il est muet comme il est muet sur les luttes menées en son nom, comme la longue grève 35  
 des avocats de 2021.  
 Le silence de notre presse n'est malheureusement que le révélateur de nos angles morts. Et ce n'est pas un article de plus ou de  
 moins qui changera quoi que ce soit, mais une structuration de notre parti qui fasse de ces questions l'objet de réflexions, de  
 débats, de prises de positions collectives et enfin d'intervention sur le terrain des luttes.  
 40 Pour remédier à ces carences sur ces deux questions, le NPA se dotera d'une structure réunissant les camarades, déjà investis 40  
 sur ces terrains ou non, et qui aura pour tâche de centraliser et d'organiser les camarades qui luttent de façon isolée.

## Solidarité avec la révolution soudanaise ! 45

- 45 *Luiza (comité Cachan, FD 94)* 45

- Notre congrès se tiendra à la veille du quatrième anniversaire de la révolution au Soudan.  
 Cette révolution a chassé Omar El Béchir, mais n'est pas encore parvenue à chasser les militaires du pouvoir. Les révolution-  
 50 naires soudanais ont expérimenté plusieurs directions et se retrouvent actuellement dans les comités de Résistance, struc- 50  
 tures locales de lutte par en bas qui maillent le territoire. L'impératif d'auto organisation, qui était absent-, à l'exception notable  
 de la Syrie-, des autres processus révolutionnaires de la région a été crucial pour les Soudanais, qui ont mené des campagnes  
 pour que toutes et tous puissent y participer. Structures d'auto-administration (notamment lors du COVID, ou des inondations)  
 et de lutte, les comités de résistance souvent regroupées en coordination pour mieux diriger ont ainsi mené un processus qui  
 55 les a vus s'affronter aux forces de sécurité armées. Leur réflexion les a conduit à élaborer des chartes sur les modalités d'accès 55  
 au pouvoir du peuple, différentes selon les comités. La question cruciale reste celle de la contre révolution, qui n'a pas été  
 frontale comme en Egypte ou en Syrie, mais larvée (blessés, emprisonnements violents, rasages en public, torture, retour sur le  
 devant de la scène des islamistes), mais jusqu'à quand ?  
 Notre solidarité avec cette révolution se doit d'être totale, active et humble.  
 60 Notre parti examinera toutes les possibilités de se lier aux révolutionnaires soudanais, de leur apporter notre soutien et de 60  
 rompre avec l'isolement terrible de cette révolution, pourtant la seule révolution par en bas en cours à ce jour dans le monde.



